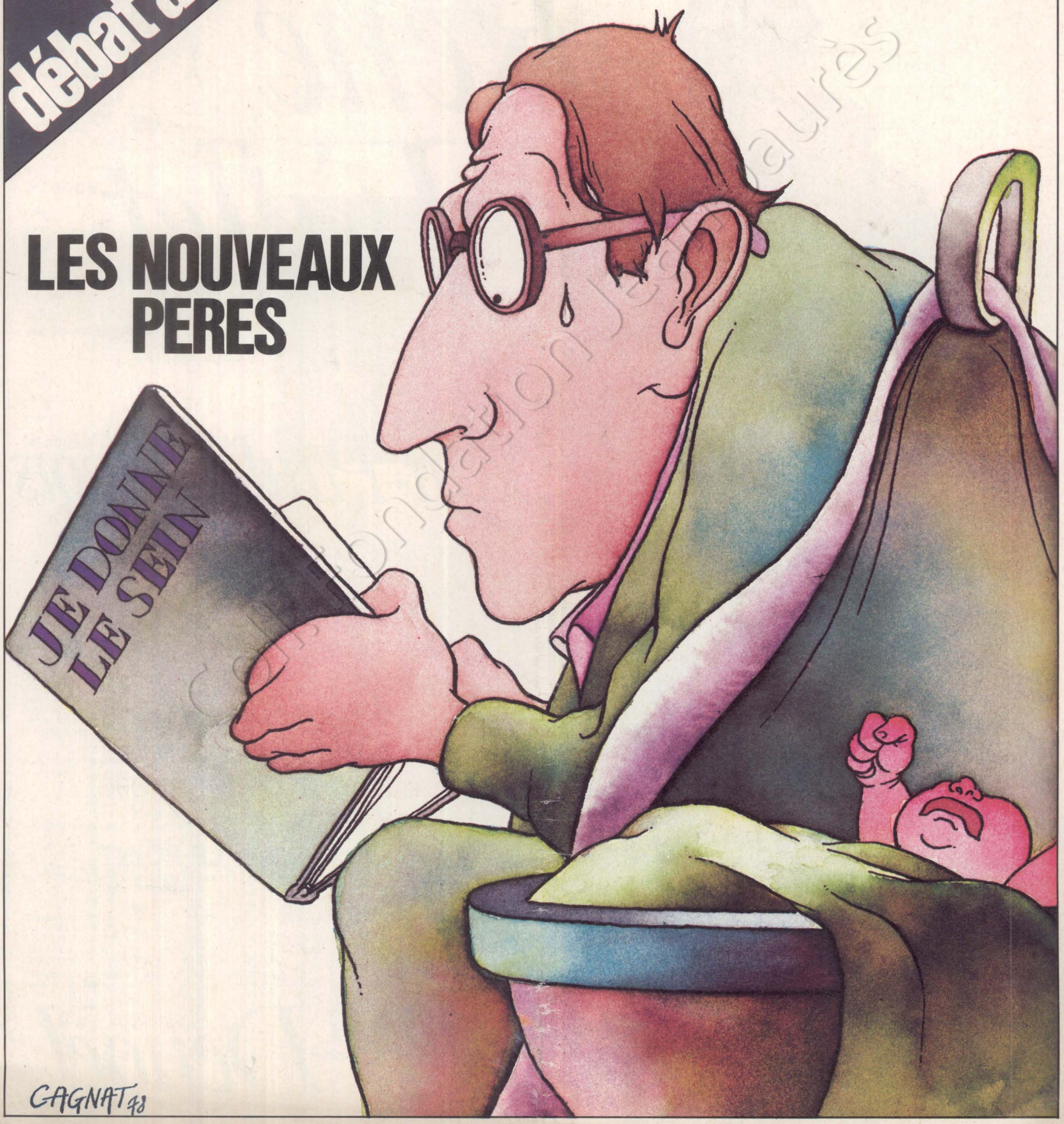
l'unité

N° 302 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 30 juin 1978

Le débat au P.S.

LES NOUVEAUX PERES



Splendeur et misères de René Fallet



ARL photo Agathe Fallet

Jean-Paul Liégeois

"René Fallet raconte sa vie,
col ouvert, les pieds
sur une chaise de bistrot...
... surprenant comme
une partie de pétanque.
A lire sous une tonnelle,
à la campagne."

LE POINT

Denoël

sommaire

Social

4

Patronat : en attendant la relance, par Michèle Kespi et Christine Cottin



France

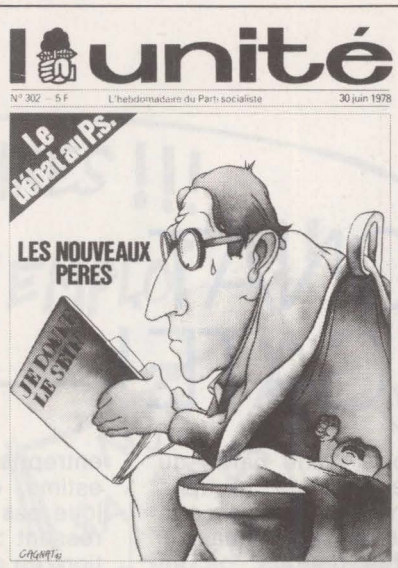
6

Le débat au P.s., par Antoine Violet

Autour de la Charte d'Epinay, par Louis Mermaz

8

La ligne d'Epinay, par Colette Audry



9

Nos lecteurs ont la parole

10

Entretien avec André Henry, secrétaire général de la Fen (propos recueillis par Nicole du Roy et Maryse Wolinski)



Société

18

Les nouveaux pères, par Marie-José Bernardot

11

Vincennes cherche un toit, par Maryse Wolinski et Nicole du Roy

17

Cévennes : les pionniers du compost, par Frédérique de Gravelaine

Musique

21

L'internationale des orchestres, par Claude Glayman

Cinéma

22

Le regard lucide de Saura, par Gilbert Sans

Télévision

23

La tragédie optimiste, par Gabrielle Rolin

PHOTOS ET DESSINS

Barrigue (pages 5,13), Cagnat (page 1), Coureuil (pages 20,21,23), Pascal Lebrun (pages 8,10,20) Pym (pages 4, 18,19), Solo (pages 14, 16, 24, 25), Viva (pages 6,11,12,18)

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot. Guy Perrimond

REDACTION
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin. Nicole du Roy. Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi. Jean-Paul Liégeois. Jean-Pierre Moulins. Gilberte Muller. Francis Pisani. Emmanuèle Plas. Jean-Loup Revérier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno. Antoine Violet, Maryse Wolinski.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

DOCUMENTATION
Véronique Néiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. 878.40.73
Coordination : Ofres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.

Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41, BOULEVARD DE MAGENTA
75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- ▶ abonnement d'un an (150 F) ☐
- ▶ abonnement de six mois (90 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐

par chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source ☐

Date Signature

• *« L'Unité » est vendue en Suisse au prix de 3 francs.*

PATRONAT: ÇA SE GATE!

Le grand patronat est ravi de Barre, le petit patronat est déçu... mais ils sont tous d'accord avec lui pour ne rien céder

Il était une fois une gauche qui venait de perdre les élections, un Premier ministre qui libérait les prix, et tous les petits — et grands — patrons de France, contents, souriaient à la veillée de l'heureux dénouement de ce beau conte de fées.

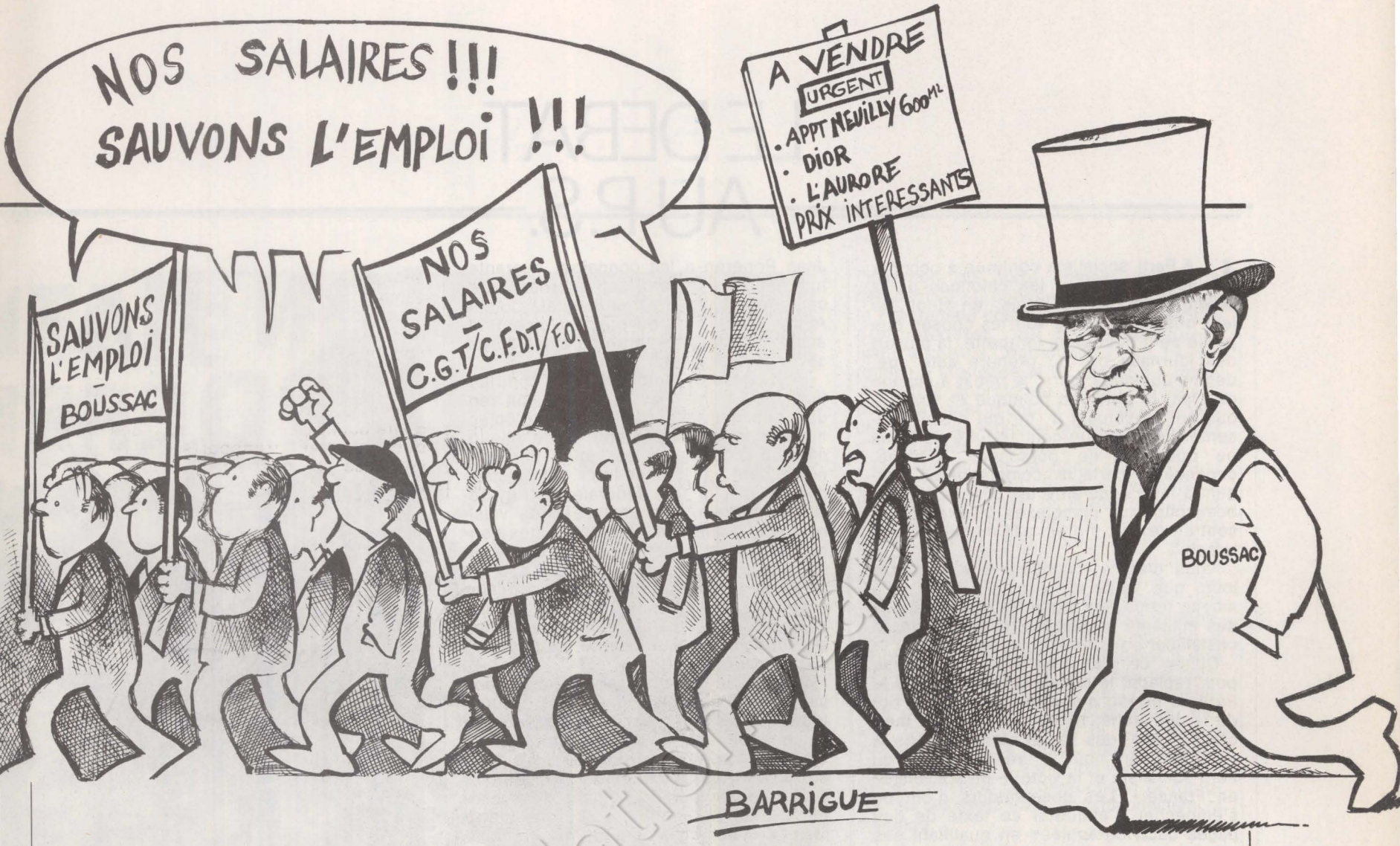
Les choses ont commencé à se gâter au bout d'un mois. Dès le début du mois de mai, la plupart des patrons, chacun dans leur coin, s'aperçoivent que la crise continue, que la relance promise ressemble à l'Arlésienne. Après la joie de la victoire, le désenchantement pointe. Les réactions au sein du patronat peuvent, en gros, se classer en deux catégories.

Dépecer la grande bête malade

D'un côté, le grand patronat, les Ambroise Roux, les François Ceyrac, décident de jouer Barre plus que jamais. Tout bien réfléchi, la politique économique du professeur Barre — et surtout la nouvelle liberté des prix — les satisfait. Ils emboîtent le pas du Premier ministre, qui clame partout sa volonté d'assainir l'économie et de débarrasser la France de ses « canards boîteux ». Dans l'entourage de Raymond Barre, on ne craint pas d'affirmer la nécessité de « faire des exemples ». Effectivement, on peut s'interroger sur la volonté du gouvernement dans l'affaire Boussac : que le vieux roi du coton sacrifie sa fortune ou non, on le laisse se débrouiller, au mépris des 1 100 salariés de l'empire. D'ailleurs, à deux reprises, les grandes banques nationalisées s'offriront le luxe de refuser d'escompter les 20 millions de traites dues à Boussac qui auraient permis de payer les salaires de juin et une partie des congés payés. Il aura fallu attendre le 27 juin — et une troisième démarche des dirigeants de Boussac — pour que ce refus soit levé. Le gouvernement est-il intervenu ? On l'ignore. De toute façon, ce mois de gagné permet juste de reculer pour mieux sauter. Que la grande bête malade soit dépecée par tous ceux qui guettent son agonie est le dernier des soucis du Premier ministre. A qui les manifestations qui se déroulent dans les Vosges, où les ouvriers de Boussac barrent les routes à coup d'arbres tronçonnés, rappelleront peut-être que c'est traiter le problème un peu à la légère. Qu'importe : une partie du patronat — dont les grands groupes comme Rhône-Poulenc — apprécie cette fermeté, et est plus barriste que jamais.

Mais chez les petits patrons, on ne l'entend pas de cette oreille. Moins que jamais, on est impressionné par ce que l'on qualifie facilement de « cirque des grands ». Et, souligne-t-on, de cirque dangereux. Une fois de plus, la grogne est de rigueur. « La politique à long terme, ça ne nous empêche pas d'être dans la m... », résume ce directeur d'une petite entreprise mécanique de l'Oise, qui estime, comme tant d'autres, qu'on ne joue pas assez la relance. Partout, on le ressent : le démarrage de la consommation, en décembre, dans un but électoral, a duré trois mois. Maintenant, c'est la rechute. « Et en plus, le peu de pouvoir d'achat dont les gens disposaient vient d'être bouffé par l'augmentation des tarifs publics. Les transports, la poste, l'essence, et qu'est-ce qui reste pour nous ? » Tel est le leitmotiv de tout un patronat qui se plaint de l'absence de





débouchés pour les marchandises. Toute une tendance poujado-patronale qui soupire après Chirac et ses discours musclés sur le soutien nécessaire à l'économie nationale. Parmi les mécontents, des hommes comme Aymery d'Oiron, patron des P.m.i., ou Philippe Clément, patron de la Fédération du bâtiment et des travaux publics. Car le bâtiment ne va pas, et de nombreuses entreprises craignent d'être classées dans les rangs des « canards boiteux » : 30 000 licenciements à l'automne, c'est un chiffre que l'on avance facilement pour ce secteur. Enfin, un grand patron, Jacques Ferry, qui vient de se voir refuser par Barre son plan de relance pour la sidérurgie, rejoint aujourd'hui les antibarristes.

Divisés face au gouvernement, les patrons se retrouvent sur un point : en lâcher le moins possible dans les négociations actuelles avec les syndicats concernant l'indemnisation du chômage et l'aménagement du temps de travail.

Un terrain instable

Là encore, il existe des nuances. François Ceyrac et une partie du grand patronat comprennent qu'on ne peut refuser toute négociation. A la une des conflits sociaux actuels, ils sentent le terrain instable et ne veulent pas risquer une explosion sociale, aussi bien maintenant qu'à la rentrée. Ils ont constaté avec étonnement que, si le gros des troupes qui font le succès des conflits traditionnels n'est pas sur le pied de guerre, il n'en existe pas moins des foyers de mécontentement, plus spontanés et plus imprévisibles. Redoutés entre tous : les immigrés, les femmes et les jeunes. Le patronat s'inquiète de conflits du type Renault où les syndicats eux-mêmes ont parfois avoué leur perplexité. Raymond Barre, toujours dans sa logique de fermeté, a d'ailleurs taxé Vernier-Palliez de mollesse, tout simplement.

Que le grand patronat réalise qu'il faut lâcher quelque chose ne l'empêche pas de négocier au plus juste, comme vient de le faire Rhône-Poulenc.

Barre et ses inconditionnels, François Ceyrac et le ministre de l'Economie, Robert Boulin, comptent bien peser de leur poids pour que les patrons comprennent cette nécessité de négocier. Car il ne faut pas se faire d'illusions : sur des négociations entamées dans trente branches différentes d'industrie, nombreux sont ceux qui estiment à trois ou quatre les chances d'aboutissement : dans la métallurgie, par exemple, on sait que François Ceyrac compte s'engager dans la bataille pour qu'un accord soit possible. Ce qui n'empêche pas la plupart des patrons de ne s'asseoir à la table des négociations que forcés et contraints. Au point, paraît-il, d'irriter Giscard d'Estaing, qui prétend qu'on « lui sabote » son « plan social ». Dans ce cadre, le barème du nouveau Smic le 1er juillet est un test : si les patrons refusent de négocier, le gouvernement laisse entendre qu'il pourrait sévir — et relever le Smic plus que prévu : une façon comme une autre d'imposer un relèvement des bas salaires.

Vitesse et précipitation

Menace à usage interne, ou volonté réelle ? On le saura vite. Premier indice : les négociations nationales, sur l'aménagement du temps de travail, par exemple. Une rencontre a déjà eu lieu, qu'on ne peut qualifier de négociation. « Il s'agit en fait, explique la C.f.d.t., d'un groupe d'experts syndicaux et patronaux réunis pour établir un rapport. Un rapport, point à la ligne. » Autrement dit, pour le moment, pas question de rechercher des convergences, mais simplement d'écouter les différents points de vue, toujours aussi divergents : le patronat parle d'aménagement du temps de travail, les syndicats de réduction de la durée du travail.

Pour les vraies négociations, il faudra attendre octobre. Image d'un patronat qui n'entend pas, aujourd'hui, confondre, sans y être forcé, vitesse et précipitation.

MICHELE KESPI
et CHRISTINE COTTIN

LE DEBAT AU P.S.

LE Parti socialiste continue à occuper jour après jour les colonnes de la grande presse. Mais, en dépit de leur obstination à ne voir les choses que par le petit bout de la lorgnette, la plupart des journaux ont dû prendre acte que, depuis quelques jours, le débat a changé de plan, la réflexion politique et stratégique se substituant à ce qui n'était présenté jusqu'ici que comme lutte de clans ou querelles de personnes. Comme, cependant, certains commentaires tendent à faire apparaître les choses comme beaucoup plus complexes qu'elles ne le sont en réalité, il n'est pas inutile de faire le point.

Nous disions ici même il y a quinze jours que, faute d'objectifs à court et à moyen terme, les légitimes interrogations des militants socialistes risquaient de se cristalliser en querelles de personnes.

Quitter ce plan tout à fait subalterne pour replacer le nécessaire débat dans le Parti au niveau des idées, tel était le but de la démarche, rendue publique le mercredi 21 juin, des trente signataires de la « Contribution pour le renforcement du Parti socialiste et la victoire du socialisme en France ». Les observateurs n'ont pu s'empêcher d'étiqueter ce texte de huit pages dactylographiées en qualifiant ses auteurs de « proches de François Mitterrand ». Mais, mis à part Roland Leroy qui, gêné par l'orientation à gauche de ce texte, n'a voulu y voir dans « l'Humanité » qu'une « nouvelle supercherie », ils en ont généralement bien compris la signification, que Louis Mermaz rappelle ci-contre et qui se caractérise par une double volonté :

— Maintenir le Parti socialiste dans la ligne d'Epinay, c'est-à-dire la stratégie d'union de la gauche et de rupture avec le capitalisme ;

— Renforcer la cohésion et l'unité du Parti socialiste, condition nécessaire pour redonner à celui-ci toute sa capacité de mobilisation et de combat contre la droite au pouvoir.

Fajardie a écrit à Lhommet

Exprimant des orientations qui sont, jusqu'à plus ample informé, celles de tout le Parti, s'abstenant scrupuleusement de toute attaque contre qui que ce soit, ce texte semble avoir été bien reçu par de nombreux militants, aux yeux desquels il a le mérite d'apporter un commencement de réponse aux questions qu'ils se posent eux-mêmes depuis l'échec électoral de mars. Outre que les anciens « conventionnels » ne sont pas seuls à en avoir pris l'initiative — des hommes d'origines aussi diverses que Jean Pronteau, Jacques Delors, Daniel Mayer ou Marcel Debarge figurent parmi les « trente » —, Jean Poperen a fait connaître, quarante-huit heures plus tard, son approbation et celle de ses amis, parmi lesquels Colette Audry, dont on trouvera également ci-après le texte de la lettre qu'elle a adressée à Louis Mermaz.

Pierre Mauroy, informé de la contribution des « trente » avant qu'elle soit rendue publique, n'a pas exprimé d'objections quant à son contenu. Il a d'ailleurs développé lui-même ces jours derniers, notamment à France-Inter et encore dimanche à la fête fédérale du Puy-de-Dôme, à Riom, des analyses très voisines, soulignant que « les socialistes tiennent à leur unité comme à la prunelle de leurs yeux » et ajoutant que le P.S. « est plus que jamais autour de son premier secrétaire, François Mitterrand, homme aux qualités morales et intellectuelles exceptionnelles, qui incarne les espérances du peuple français ».

Ce jugement, venant après les propos chaleureux à l'égard de Pierre Mauroy tenus par François Mitterrand à Antenne 2, confirme que la longue conversation que les deux hommes ont eue il y a deux semaines a été fructueuse et a contribué à dissiper un certain nombre de malentendus. Ce qui autorise à dire que Pierre Mauroy et ses amis ne sont en rien engagés par l'article fort agressif à l'égard de la direction du Parti publié dans « le Monde » de vendredi dernier par un militant parisien, Jacques Lhommet. Il est, en particulier, inexact que celui-ci ait reçu, comme l'a écrit « le Matin », un quelconque feu vert d'un proche du député-maire de Lille. Nous pouvons même préciser que Roger Fajardie a écrit à Lhommet pour lui reprocher son « geste irresponsable ».

C'est également dans le cadre de ce débat d'idées désormais ouvert dans le Parti qu'il faut situer le colloque que le Ceres a tenu samedi et dimanche derniers à Evry. Les débats ont montré que les militants du courant minoritaire se posent le même type de questions que ceux qui appartiennent à la majorité, qu'il s'agisse du fonctionnement interne du parti ou de ses orientations stratégiques. Pour la première fois, semble-t-il, un clivage est apparu au sein du Ceres, notamment sur la conception de la rupture avec le capitalisme. C'est incontestablement l'un des éléments de la discussion qui va s'engager dans les prochains mois autour du projet socialiste, à partir du questionnaire que la commission de préparation achève de mettre au point et dont le comité directeur sera saisi le 8 juillet.

ANTOINE VIOLET

Nous ne saurions faire grief au « Matin » de s'intéresser au Parti socialiste. Il est dommage que cet intérêt se fonde trop souvent sur des informations erronées ou tendancieuses. Cela nous conduit, en tout cas, à rappeler que « le Matin » n'est à aucun titre « le quotidien officieux » du P.S.



AUTOUR DE LA CHARTE D'EPINAY

PAR LOUIS MERMAZ

EN remettant à « la Nouvelle Revue socialiste » une « contribution pour le renforcement du Parti socialiste et la victoire du socialisme en France », les trente signataires ont ouvert au sein



du Parti le débat qui chaque jour apparaissait comme plus urgent.

François Mitterrand a-t-il eu raison de déclarer, lors de la réunion des premiers secrétaires fédéraux, à Paris le 17 juin dernier, que « la ligne d'Epinay » n'était pas épuisée ? Oui ! Nous le pensons.

Des socialistes venus d'horizons divers ont fondé en 1971 un nouveau parti. La transformation engagée depuis plusieurs années à côté ou à l'extérieur de l'ancien parti a abouti en juin de cette année-là à une rupture et à une naissance.

De 1971 à 1977, le nouveau parti a progressé sur tous les plans, ses succès électoraux de plus en plus marqués résultant de l'œuvre de reconstruction entreprise et de la rencontre d'une situation économique et sociale et d'un projet fondamental. Programme socialiste, Programme commun, stratégie d'union, implantation de nouveaux militants dans l'ensemble du pays, tous ces faits ont concouru à une perspective inconcevable quelques années plus tôt : la possibilité pour la gauche d'arriver au pouvoir. Souvenons-nous de l'ascension du P.s. et de toute la gauche en mars 1976 (élections cantonales) et en mars 1977 (élections municipales).

Appeler à une stratégie de rupture

La rançon de ce succès a été la fermeture brutale du Parti communiste à la politique d'union. Celui-ci a préféré le maintien de la droite au pouvoir au partage du pouvoir avec un Parti socialiste considéré comme trop fort.

Toute démarche des socialistes jugée comme susceptible d'assurer leur progression est, depuis un an, dénoncée systématiquement comme « virage à droite » : ainsi le refus par le P.s. d'une politique nucléaire tous azimuts, le rejet du nationalisme économique ou militaire, l'insertion de notre combat dans une perspective européenne, le refus de tirer le Programme commun vers des objectifs productivistes ou bureaucratiques, jusqu'à cette « Contribution » des trente, remise à la presse le 21 juin et qui invite le Parti à approfondir la ligne d'Epinay pour continuer d'ancrer son action à gauche sans la moindre ambiguïté. Autant d'actes jugés suspects...

Or, approfondir la ligne d'Epinay est bien notre objectif. Si le gouvernement Barre et le président de la République ont engagé la France depuis le 19 mars (parce que le Parti communiste leur a offert un succès inespéré il y a quelques mois) sur la voie d'une politique ultra-réactionnaire comportant une soumission plus grande que par le passé aux multinationales, donc à l'impérialisme, eh bien, il convient plus que jamais d'appeler à une stratégie de rupture. Il n'y a pas de compromis possible entre la gestion capitaliste de la société et le socialisme, pas plus qu'entre le jour et la nuit. Il y a passage de l'un à l'autre, transition dans tous les cas, mais transition vers le socialisme, transition par décrochage et ruptures successives, sans accommodement ni mélange.

Quels carcans ?

La conquête du pouvoir d'Etat et la conquête du pouvoir économique sont inséparables ; mais, pour nous, le pouvoir économique sans lequel le pouvoir d'Etat n'est qu'un leurre résulte de l'appropriation collective du capital des monopoles. La rupture résulte du changement de propriétaire, et non d'un nouveau management (qui était déjà proposé par le « Manifeste radical » dans les années 1970-1971). Il n'y a pas différence de degré entre les deux formules, mais différence de nature. C'est pourquoi le débat sur les nationalisations et leur étendue dont les dirigeants communistes ont fait une opération dérisoire devra bien un jour nous être restitué comme un débat fondamental.

Comment la Charte d'Epinay, charte constitutive du nouveau parti, ou bien le Programme commun pourraient-ils être conçus comme des carcans, alors que nous avons tant progressé sur cette base, jusques et y compris en mars 1978 ?

Mais qui dit approfondissement dit enrichissement sans recul ni dénaturation. Les quinze thèses sur l'autogestion constituent également un acquis irréversible des socialistes. Aussi voulons-nous construire un parti toujours plus démocratique (alors que nous laissons déjà très loin derrière nous sur ce plan les autres partis de gauche ; ne parlons pas, bien sûr, de ce qui se passe à droite).

→

Voulant fonder un parti de masse, nous avons vocation à comprendre le fait associatif plus que d'autres, les luttes et les sensibilités spécifiques de notre époque (les jeunes, les femmes, les immigrés, le droit aux loisirs, la reconquête du temps, la défense de l'espace et de la nature, l'égalité entre les citoyens, les libertés formelles et réelles, en fait les mêmes libertés, la création de pouvoirs locaux et régionaux, les combats des consommateurs), mais nous savons que la prise en compte du fait associatif ne tiendra jamais lieu de révolution. C'est un élément, original, important, d'une stratégie d'ensemble. Il y a **des** luttes et **la** lutte, globale, dans une perspective historique.

De même, nous ne croyons pas au mouvement autonome des masses, idée généreuse et romantique. Nous croyons au mouvement des masses qu'enregistrent, coordonnent, amplifient les organisations et les partis de gauche.

Que les socialistes se détournent du folklore que cultivent tant de journaux qui sont en train de prendre un style de magazine — révolutions de palais (le contraire de la Révolution), succession, dauphins —, pour débattre des grands problèmes qui nous assaillent.

Ouvert aux idées

Le Parti doit se tourner vers l'extérieur, regarder vers le large et non se complaire dans des fantasmes. Le Parti socialiste est un parti ouvert aux idées et au débat. Telle est la tradition constante du socialisme. Ce débat ne doit pas seulement se dérouler entre socialistes. Il concerne toute la gauche. Il faut obliger le Parti communiste à sortir de la polémique et de la caricature où il se complaît.

Nous regrettons profondément que la direction du parti communiste maintienne le débat à un niveau médiocre et nuisible à toute la gauche. Depuis la scission de Tours, une dure confrontation est engagée entre les socialistes et les communistes. Nous devons la poursuivre sans complexe comme sans injure. Nous pensons que le socialisme a historiquement raison. Nous croyons à sa supériorité sur le communisme. Les socialistes doivent tenir aussi longtemps qu'il le faudra jusqu'au jour où les communistes, durs et entêtés, comprendront qu'ils sont en présence d'un fait historique irréductible, le socialisme.

Cela signifie-t-il que nous devions nous apprêter à soutenir un siège interminable ? Qui a dit cela ? Nous appelons au mouvement, à l'offensive. C'est cela, l'approfondissement de la ligne d'Epinay, un point de départ, une ligne qu'on ne repasse pas, mais à partir de laquelle on déploie ses forces.



Christian Goux, François Mitterrand, Claude Estier et Lionel Jospin.

LA LIGNE D'EPINAY

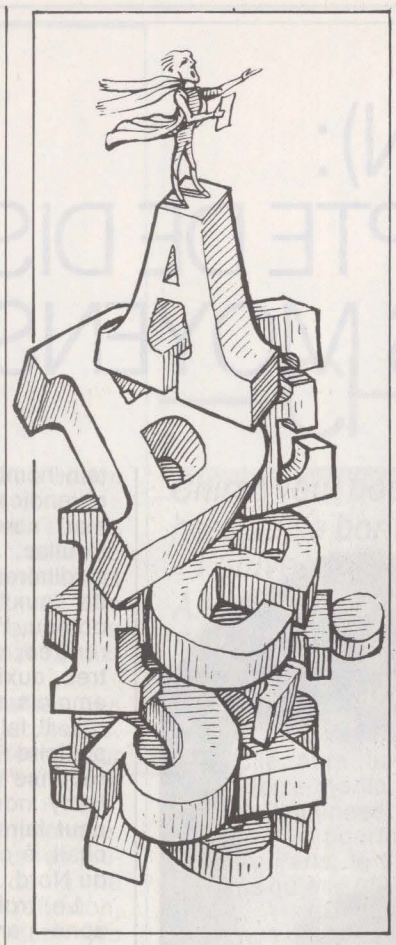
PAR COLETTE AUDRY

Je suis fondamentalement d'accord avec la contribution pour le renforcement du Parti socialiste, concernant l'orientation du Parti. Je suis en effet convaincue que, ainsi que le disait François Mitterrand à la réunion des premiers secrétaires fédéraux, samedi 17 juin, « la ligne d'Epinay n'est pas épuisée » et que de la fidélité inébranlable à cette ligne dépendent à la fois le renforcement et l'accroissement d'influence du Parti et la possibilité de reconstruire l'Union de la gauche sur des bases plus sûres. Et c'est bien là notre tâche dans la phase actuelle.

Dire que la ligne d'Epinay n'est pas épuisée ne signifie pas seulement qu'elle est encore loin d'avoir porté tous ses fruits, mais aussi qu'elle est loin d'avoir développé toutes ses implications dans l'expérience des militants. Et, par exsemple, le rejet de la politique de troisième force sous toutes ses formes, condition première d'une stratégie unitaire fondée sur le front de classe — rupture qui ne posait pas de problème majeur en période de montée de l'Union —, va devenir maintenant l'une des pierres de touche de la clarté et de la cohérence de nos choix. De telle sorte que la volonté d'implanter notre parti dans les entreprises serait condamnée à n'être jamais qu'une velléité si nous ne faisions pas quotidiennement la preuve que nous n'entendons pas changer de cap.

Le brassage ne fait que commencer

La ligne d'Epinay, c'était aussi le rassemblement de tous les socialistes pour construire un parti qui allait être le support de la stratégie unitaire. Le rassemblement a eu lieu, mais la construction n'est pas achevée : le brassage des composantes par-delà les clivages d'origine ne fait que commencer. Les militants au fond d'eux-mêmes souhaitent qu'il se poursuive et s'accentue. Ils ont besoin de se sentir mobilisés sur des options qui confirment et prolongent celles qui les ont amenés au Parti. Le texte que vous venez de rendre public en donne la possibilité.



nos lecteurs ont la parole

Une lettre d'Edmond Maire

Edmond Maire nous a adressé la lettre suivante :

« Cher Claude Estier,

Ainsi le n° 300 de « l'Unité » (du 16 au 22 juin 1978, p. 10) me range parmi les « collaborateurs prestigieux » du journal que tu diriges.

Dans cette appellation, ni le nom commun ni l'adjectif qualificatif ne me semblent convenir.

Ni le nom, car s'il suffisait de donner une interview à un journal pour en être le collaborateur, je coopérerais de longue date avec bien des représentants de la classe dirigeante. C.f.d.t. m'en garde !

Ni l'adjectif (tiré du latin praestigium = illusion), sauf à décréter que le prestige de « l'Unité » rejaillit automatiquement sur quiconque bavarde avec un de ses journalistes (les seuls collaborateurs, au sens strict, de ton journal), ce qui ne saurait évidemment se concilier avec le respect que « l'Unité » accorde à ses lecteurs, refusant de les « illusionner ».

Peut-être cependant, malgré mes réticences mentales ainsi amplement exprimées, le vertige de la notoriété m'a-t-il effleuré de me retrouver en si bonne compagnie. Mes confrères et consœurs en prestige et en collaboration risquent fort, eux, de ne pas avoir eu la même sensation de valorisation en se voyant côtoyer un syndicaliste que rien, si ce n'est sa fonction, n'autorise à se trouver en un tel aréopage.

Bref, vanité des vanités, tout n'est que vanité. Et cette lettre n'échappe pas à la règle.

Amicalement. Et avec le sourire ! »

• ***Merci à Edmond Maire de lire si attentivement « l'Unité ». S'il ne veut pas du titre de collaborateur de notre journal, qu'il sache qu'il est pour nous tous un ami.***

Le double langage du P.c.f.

A l'initiative des syndicats C.f.d.t., C.g.t., F.o. et C.g.c. de Boussac (11 000 salariés), se tenait une manifestation de solidarité le jeudi 22 juin, tout l'après-midi, dans le hall du siège du Crédit lyonnais à Paris, pour réclamer l'accord du C.I. pour la paie des salariés du groupe Boussac. En effet, notre banque est le chef de file du pool bancaire (engagements très importants). Cette manifestation recevait l'appui des sections C.f.d.t.-C.g.t.-F.o. du Crédit lyonnais qui étaient venues en délégations avec des banderoles. Mais il y avait également la participation de la section socialiste du Crédit lyonnais. Réaction verbale de la section du P.c.f. : « Vous faites de l'opportunisme (sic), vous pratiquez le double langage... »

Le vendredi 23 juin, était distribué, aux portes de la banque, un tract particulièrement mal venu du P.c.f., disant ceci :

« Sans l'abandon par le P.s. des solutions d'un véritable changement, les salariés de Boussac ne subiraient pas aujourd'hui cette agression. D'ailleurs, le P.s. poussait dans cette politique d'abandon puisqu'il refuse les propositions concrètes des communistes pour sauvegarder les emplois Boussac et qu'il préfère envisager les licenciements, comme l'a déclaré Mitterrand dans les Vosges » (sic et resic).

De tels propos illustrent parfaitement l'état d'esprit des communistes à notre égard ! On peut simplement leur retourner cette question :

Vous pratiquez le double langage. N'est-ce pas Georges Marchais qui, en rendant compte des travaux du comité central, préconisait l'union à la base ? Alors, si ce n'est avec les socialistes, **avec qui ferez-vous l'union dans les boîtes ?**

Un dernier mot pour dire combien nous sommes scandalisés par l'attitude du P.c.f. qui, comme à l'hôpital Sainte-Anne, n'hésite pas à accuser le Parti socialiste d'être à l'origine des licenciements et de la crise de l'emploi chez les travailleurs.

(R. DESAULNAY, J.-P. LESCOP,
D. LIEHRMANN,
A. PROTAT, C. CASSAYRE
militants socialistes
du Crédit lyonnais)

Pas de chasse aux sorcières

A Danielle Desroziers-Buchet, Dominique Mismetti, Michèle Vianes, Micheline Wertheimer, que je ne connais pas, mais avec lesquelles j'espère un jour pouvoir dialoguer.

C'est par hasard que j'ai eu connaissance du texte que vous avez élaboré qui veut se situer contre le mouvement esquissé par cent cinquante femmes du Parti réunies le dimanche 11 juin à Paris.

C'était par hasard aussi que j'avais reçu le texte signé de Françoise Gaspard, Cécile Goldet, Edith Lhuilier.

Militante de province, perdue dans ma campagne, vivant sans problèmes une expérience municipale avec des hommes depuis sept ans maintenant (+ deux femmes depuis un an), vivant plus difficilement la quotidienneté d'une expérience fédérale au sein du P.s. depuis neuf mois, je voudrais apporter mon témoignage et mes réactions à propos de votre papier.

C'est au cours de la réunion du 24 juin à Vienne des bureaux fédéraux du Sud-Est que j'ai aperçu une feuille qui circulait dans le plus grand secret, et pour quelques initié(e)s, m'a-t-il semblé ; apparemment je n'en faisais pas partie ! Mais, comme ce qui touche aux problèmes des femmes dans le Parti me concerne un peu (c'est mon activité au niveau fédéral), j'ai réussi à me « saisir » de votre lettre qu'un camarade homme distribuait de façon fort sélective. Je suis convaincue, chères camarades, que vous-mêmes n'auriez pas apprécié ce mode de diffusion...

Je ne parlerais pas du fond de votre texte, car, si je ne partage pas vos analyses, je les comprends d'une certaine façon et je sais que beaucoup de femmes y adhèrent, et ce n'est qu'au cours d'un débat ouvert et fraternel que chacune pourra en discuter.

Mais je m'attacherais plus à la forme, et je vous demande si des termes comme « courant harem », « femmes boniches », « apporteuses de mandats », « féminisme rétro » ne s'apparentent pas davantage au vocabulaire de la presse Hersant qu'à celui qu'il convient d'employer entre camarades d'un même parti. On peut ne pas être d'accord, on a le devoir d'en discuter, mais on n'a pas à jeter l'anathème ; la chasse aux sorcières me fait peur, et je décèle ici et là des attaques personnalisées qui me gênent.

J'ai participé, dimanche 11 juin, à la réunion organisée à l'appel des trois signataires du courant 3 ; et, ce qui m'a frappée, c'est justement l'absence totale d'animosité envers qui que ce soit, le désir de ne rejeter personne, et la volonté d'être attentive à toutes les autres.

(NICOLE BOUYALA
maire adjoint de Saint-Quentin-la-Poterie, 30700 Uzès)

Vous avez tous quelque chose à dire

Je... Difficile pour un militant politique, habitué à dire « nous », de dire « je ». Et pourtant, vous devriez essayer. C'est à cela que nous vous avons invités dans le numéro 300. En proposant de vous ouvrir les colonnes de « l'Unité », en vous rappelant que « vous avez tous quelque chose à dire » pour peu que vous osiez parler de vous-mêmes, de votre vie, sans faire de discours, sans rester dans les généralités et les vœux pieux.

Comment faire sentir l'émotion que nous venons de ressentir en écoutant la cassette envoyée par un instituteur diabétique exclu de l'enseignement à cause de son infirmité ? En parler ne sert pas à grand-chose. Nous y reviendrons. Mais, en attendant, nous pouvons vous dire que nous étions six à écouter cette cassette. Personne n'a bougé, pipé mot. Des regards atterrés devant le simple enchaînement des faits, la densité de l'émotion. Quelques gestes qui ressemblaient plus à ceux du boxeur K.o. qu'à la main du juge qui s'agite pour trancher.

Les horreurs de l'administration, nous croyions en avoir quelque connaissance, en avoir parlé. Idem pour les conditions de vie des handicapés. Mais nous en sommes arrivés — en entendant ce récit d'une vie — à nous demander si nous en avions jamais eu la moindre idée. Nos articles ont pu aider à faire connaître une réalité, quelquefois à la faire comprendre, rarement à la faire sentir. Et tout à coup, au travers du récit de cet instituteur, nous étions conduits au contact du réel avec une force qui nous a laissés à notre tour sans voix.

Tout simplement parce qu'il a osé dire « je ».

A votre tour, écrivez-nous vite ou enregistrez une cassette afin que nous puissions publier vos récits à partir de septembre.

ANDRE HENRY (FEN): M. BEULLAC ACCEPTE DE DISCUTER... MAIS EN A-T-IL LES MOYENS ?

L'année scolaire se termine, André Beullac a remplacé René Haby au ministère de l'Education, nous avons demandé à André Henry, secrétaire général de la Fen, de bien vouloir faire pour «l'Unité» le point sur ses relations avec le nouveau ministre et sur les projets de sa confédération.

L'UNITE. — Vous vous êtes montré optimiste après votre rencontre du 17 avril dernier avec Christian Beullac. Pourquoi ?

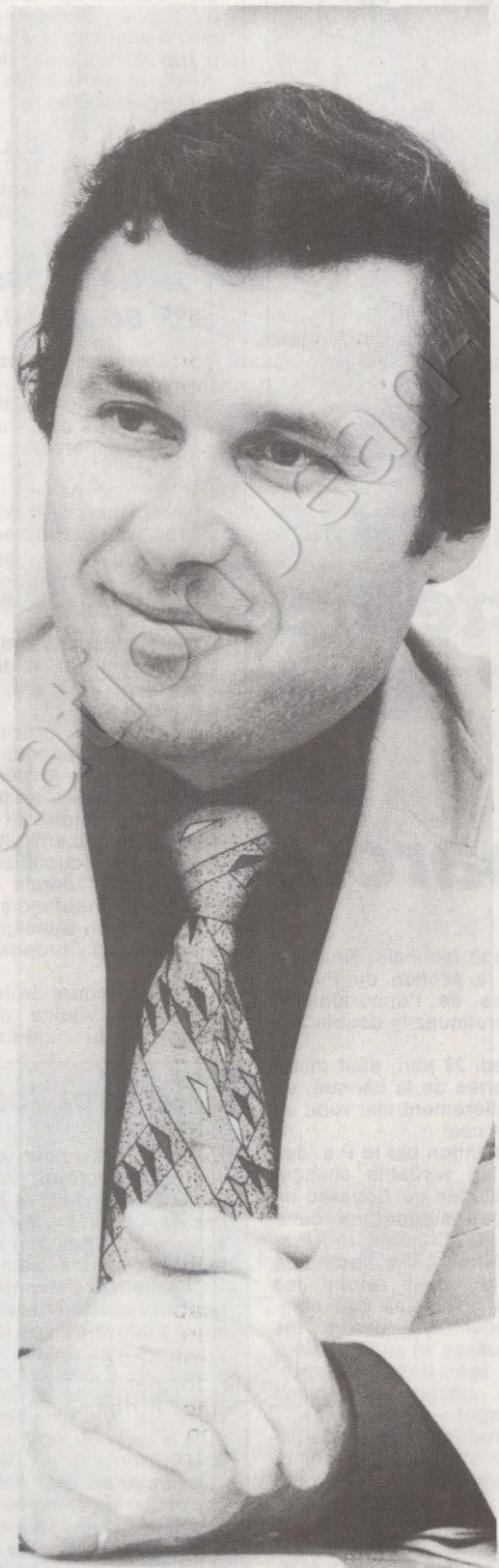
ANDRE HENRY. — J'ai dit que l'entretien était intéressant et encourageant. Et je ne change rien à ces mots. A l'Education nationale, nous nous trouvions depuis trois ans dans une situation de blocage. Avec René Haby, nous n'avons en effet pratiquement pas pu discuter de problèmes sérieux au cours des deux ou trois dernières années. Ne parlons pas des méthodes du prédécesseur de M. Beullac, qui consistaient à écouter d'une oreille distraite ce qu'on pouvait lui dire et, pratiquement, à ne tenir jamais compte des remarques des syndicats.

C'est ainsi que la loi de juillet 1975 et la plupart des décrets ont été imposés sans tenir compte de l'avis ni des organisations syndicales, ni du conseil de l'Enseignement général et technique, ni du conseil supérieur de l'Education nationale.

Or, nous sommes des gens de dialogue. Avec d'autres ministres — Edgar Faure, Joseph Fontanet, Olivier Guichard —, nous avons engagé d'importantes discussions. Nous rejetions de la même façon les choix du Plan, qui sacrifiaient les investissements collectifs et sociaux, en particulier ceux de l'Education nationale. Mais, pour autant, nous n'avons jamais été partisans du tout ou rien. Et chaque fois qu'avec un ministre nous avons pu nous entretenir de tel ou tel sujet pour obtenir satisfaction sur une ou plusieurs revendications, nous l'avons fait. Nous avons ainsi abouti à des choses intéressantes. Par exemple, du temps d'Olivier Guichard, pour les instituteurs, la formation continue. Joseph Fontanet, lui, s'est battu pour son budget. Il a engagé pour cela des combats que nous avons nous-mêmes appuyés. Nous n'étions pas près d'approuver sa réforme, mais elle contenait des aspects intéressants, et nous discutions. D'une manière, disons, correcte... Avec René Haby, tout a été bloqué. Il n'y avait, avec un tel personnage, aucune ouverture possible.

— Mais il ne s'agissait que d'une première rencontre, avec Christian Beullac. Qu'y a-t-il alors de concret derrière les mots « intéressant » et « encourageant » ?

— Nous avons communiqué au ministre un certain nombre de dossiers importants. D'abord, celui du collectif budgétaire. Nous avons rappelé qu'il y avait des revendications quantitatives dans un certain nombre de domaines, et surtout des revendications qualitatives. Second dossier, nous avons mis l'accent, avec M. Beullac, sur le problème des maîtres auxiliaires du second degré, la résorption de l'auxiliariat. Par exemple, nous avons obtenu, l'an dernier, 7 500 emplois pour la rentrée, pour éviter de licencier des maîtres auxiliaires. Encore faut-il que ces emplois se traduisent en postes budgétaires. Il fallait demander à M. Beullac qu'il sollicite les crédits nécessaires. Sa réponse de principe a été positive. M. Haby nous avait répondu, lui, que l'on peut faire une réforme sans moyens... Et citait, à ce propos, l'exemple de la Corée du Nord.



Le troisième dossier, que nous classons parmi les priorités, concerne les personnels techniques, de services, de gestion et d'administration, tous personnels sacrifiés depuis cinq ou six ans. Jamais ce dossier n'a été sérieusement traité. M. Beullac accepte de discuter... Mais en a-t-il les moyens ?

Quatrième point, la formation continue. Nous avons demandé au ministre que l'Education nationale définisse le rôle et les missions du service public dans la formation continue des adultes. Voilà un dossier refusé par M. Haby. Son successeur, lui, estime que le sujet vaut la peine d'être examiné et propose la création d'un groupe de travail... qui a déjà démarré.

Cinquième et dernier dossier, celui du service social et de santé dans l'Education nationale. Il est capital, aujourd'hui, de savoir si la médecine préventive, les assistantes sociales, les infirmières, les médecins scolaires relèvent seulement du choix de la famille ou bien si ce sont des gens au cœur des communautés éducatives ; si le ministre de l'Education va abandonner cela au ministre de la Santé ou se battre pour une politique de la santé. Encore une question enterrée depuis des années et maintenant sortie des oubliettes.

Tous ces dossiers, aujourd'hui, sont engagés sur la voie de la négociation. Nous estimons qu'une telle attitude d'ouverture, de discussion est positive. Mais ouvrir des négociations, ce n'est pas les conclure. Et nous n'avons pas manqué de dire que, si de telles ouvertures ne devaient se traduire que par de belles intentions, le ministre s'exposerait à de graves déboires.

Je suis d'ailleurs particulièrement inquiet aujourd'hui, après la conférence de presse du ministre : nous risquons de retourner vers une situation de blocage. En tout cas, le gouvernement a refusé les moyens qui auraient donné un sens à l'attitude affichée du ministre. Mais, dans l'immédiat, nous n'allons pas refuser de discuter, de négocier et de nous concerter.

— Quels sont vos objectifs d'action pour la rentrée prochaine ?

— La Fen continuera de mettre l'accent sur une revendication centrale : celle du droit à la formation initiale générale et professionnelle pour tous les jeunes. Elle implique, après l'école fondamentale, le cycle de détermination de quinze à dix-huit ans.

Il s'agit de changer les mentalités, les méthodes, les programmes, les contenus, les diplômes et les débouchés, pour assurer à tous une préparation valable à la vie.

Cela suppose un enseignement rénové, comprenant des stages pour tous les jeunes dans les différents lieux de la vie active : stages d'étude, de réflexion, d'approfondissement, intégrés dans les programmes de formation et placés sous la responsabilité du service public.

La formation initiale deviendrait alors la plus polyvalente possible. Une formation dans laquelle nous incluons aussi la dimension culturelle.

Dans cette perspective, la Fen organise à la mi-novembre les Etats généraux pour la promotion de la culture en France. Trois thèmes y seront abordés : le constat de ce qui existe actuellement dans ce domaine ; la place de la culture dans l'enseignement (mais enseigne-t-on la culture ?) ; enfin, les grandes lignes de ce que devrait être une politique de la culture en France.

— Cela est une action à long terme. Mais à court terme ?

— La Fen a appelé ses quarante-quatre syndicats nationaux à préparer la mobilisation des adhérents en vue d'actions qui seront sans doute nécessaires dans leurs différents secteurs de responsabilité. Nous coordonnerons ces actions, étant entendu que ce mot n'est pas synonyme de grève. La grève n'est qu'une forme d'action. Elle est l'arme ultime, qu'il ne faut utiliser qu'à bon escient.

De plus, la Fen a décidé une campagne nationale sur le thème : quelle école pour demain ?

Toutes les sections départementales de la Fen seront appelées à organiser dès la rentrée des rassemblements, débats, forums, etc., pour faire mieux connaître — donc mieux comprendre — l'école. Quelle éducation, quelle formation, pour quels emplois ? Voilà des questions qui concernent les parents d'abord, mais l'ensemble des travailleurs aussi. Chaque fois que ce sera possible, la Fen ira discuter avec ceux-ci dans les entreprises elles-mêmes.

Notre but est bien de rassembler autour de nous tous ceux qui ont une communauté d'idéal et d'objectifs en vue des actions indispensables.

Propos recueillis par
NICOLE DU ROY
et MARYSE WOLINSKI

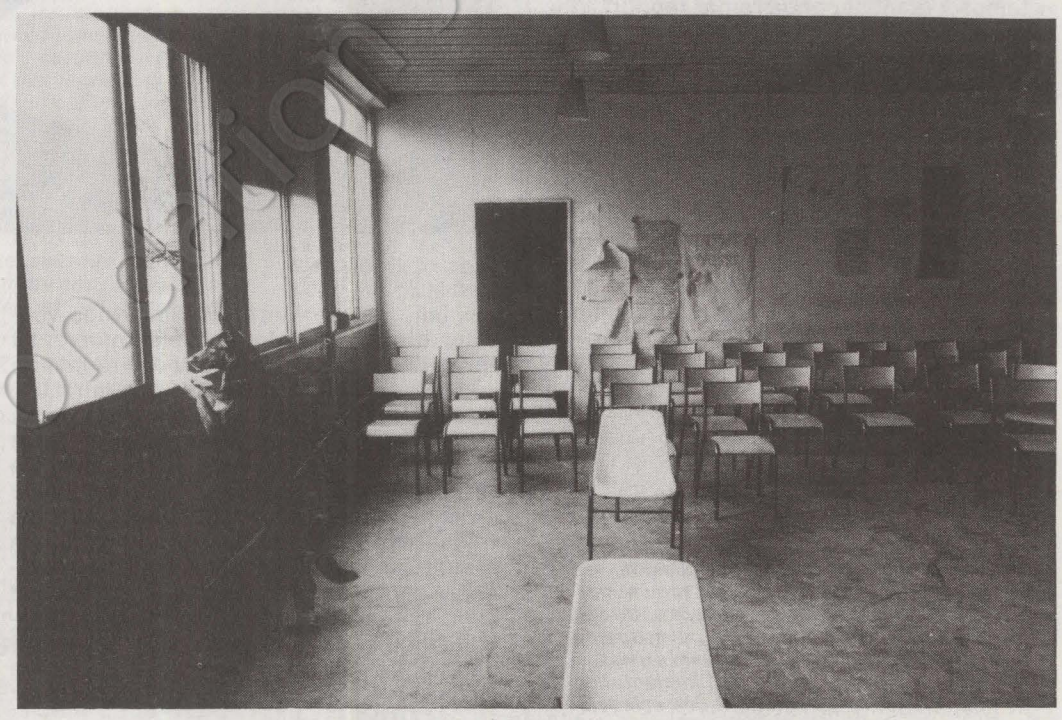
VINCENNES —CHERCHE UN TOIT—

Chirac veut bouter hors de sa bonne ville « l'université de la pagaille », Alice Saunier-Seïté feint l'ouverture. Le sort de Vincennes reste précaire.

« LA prochaine rentrée universitaire ? Elle aura lieu ici même », affirme Pierre Merlin, président de l'université de Vincennes.

Paris-VIII, pourtant, doit restituer à la Ville de Paris, le 31 octobre prochain, les terrains qu'elle occupe. Libres de tout bâtiment.

Alors ? Pierre Merlin est optimiste. Au plan juridique, s'il n'y a pas restitution, la Ville et l'État devront s'entendre. La Ville et l'État ? Un face-à-face Jacques Chirac-Alice Saunier-Seïté. Le ministre des Universités ayant demandé le prolongement de la convention à l'amiable, le maire de Paris, s'il saisit le tribunal administratif, devra patienter deux ou trois ans encore.



Au plan politique, le dossier est excellent pour Jacques Chirac. Il demande le respect de la convention et argue ainsi, face à l'État, de son bon droit. De plus, il se pose en défenseur des espaces verts, puisque les terrains récupérés seront rendus au public.

Mais, derrière tout cela, surtout, Chirac veut bouter hors de sa bonne ville « l'université de la pagaille »...

Quant à la demande de sursis du ministre des Universités, il ne faut pas s'y tromper. « Si Alice Saunier-Seïté à l'air de nous défendre, dit Pierre Merlin, n'est-ce pas parce qu'elle a reçu de Giscard des consignes d'ouverture ? »

Comment, en effet, croire en sa bonne foi, lorsque l'on se souvient de la violence des accusations portées en mai 1977 par Alice Saunier-Seïté sur Vincennes — lieu de débauche où la drogue, à l'en croire, se vendait et se consommati à chaque coin de salle de cours.

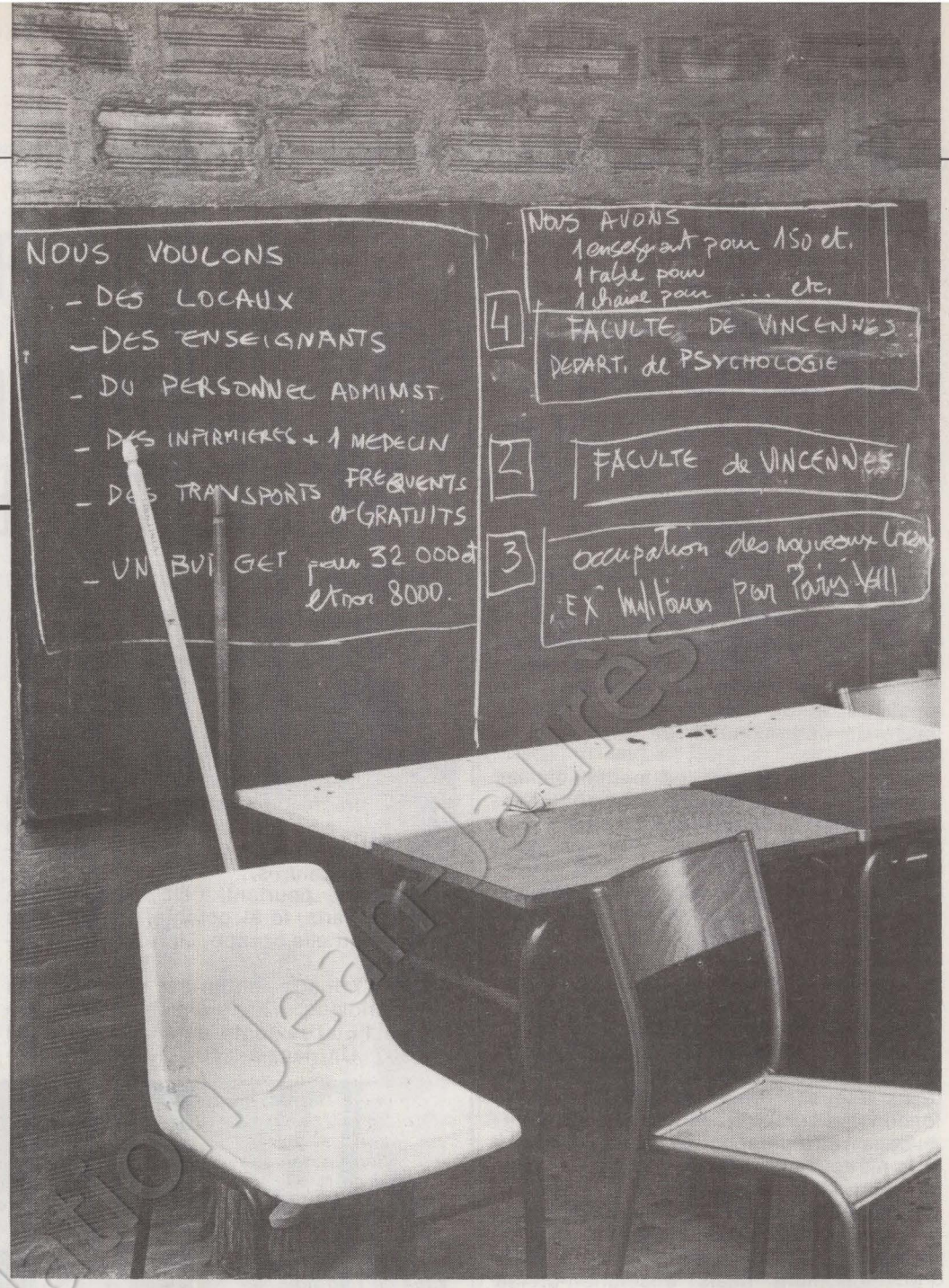
« D'ailleurs, raconte en souriant Pierre Merlin, lors des conférences de présidents d'universités, dès que j'ouvre la bouche, elle ne cache pas son irritation. La dernière fois, pourtant, elle m'a répondu avec le sourire. Mais il ne s'agit là que d'un appui apparent lié à la politique d'ouverture. »

Car, dans les faits, rien ne vient concrétiser cet appui.

Ainsi Paris-VIII reste, financièrement, scandaleusement défavorisée par rapport aux autres universités. Tous les moyens sont bons pour cela. Paris-VIII est, par exemple, la seule université à ne pas bénéficier des 10 % supplémentaires d'heures d'enseignement destinés à la « création ». Ce qui, pour une université expérimentale, ne laisse pas de surprendre. D'autre part, le ministère regroupe artificiellement, dans le seul cas de Vincennes, des disciplines aussi différentes que droit, économie et urbanisme (les étudiants de droit sont censés suivre les mêmes cours que ceux d'urbanisme), ce qui permet de réduire les moyens.

Ajoutons que les salariés, deux tiers de la « population » de Vincennes, ne sont pas considérés par le ministère, pour la répartition des moyens, comme des étudiants à part entière.

Et ces exemples ne forment qu'une petite partie du chapitre des astuces finan- →



→

cières imaginées pour rogner aujourd'hui sur le budget de Vincennes.

Cela n'a pas toujours été le cas. « Nous étions avantagés du temps d'Edgar Faure, confie Pierre Merlin. Puis Guichard nous a « normalisés ». Avec Fontanet, cela s'est dégradé ; et Soisson a manié tour à tour la carotte et le bâton. Depuis Alice Saunier-Seïté, nous avons été défavorisés de manière systématique et cynique. On ne s'en cache pas au ministère et on ne répond même pas à nos questions. »

La Villette ou Bercy

Il reste que Vincennes doit se trouver un terrain d'accueil. Marne-la-Vallée ? Pour Pierre Merlin, cela n'aurait pas été nécessairement catastrophique. La distance « temps » étant secondaire par rapport à la distance « argent » et à la distance psychologique. Mais les conditions du transfert étaient inacceptables à partir du moment où elles entraînaient des modifications profondes de fonctionnement de l'université. Une capacité d'accueil de 12 000 à 15 000 étudiants au maximum, alors qu'elle en compte 31 000 aujourd'hui. La possibilité laissée aux enseignants d'abandonner leur poste s'ils ne s'y plaisaient pas. Et la mise en question de certaines disciplines.

« Nous n'avons jamais prononcé un non définitif, affirme Pierre Merlin. Nous voulions discuter au fond. Cela intervenait après l'affaire de la drogue. J'ai demandé quinze fois un rendez-vous au ministre. Sans succès. Je me suis alors rendu au ministère à plusieurs reprises et me suis fait jeter dehors par les vigiles. Le 6 juin 1977, devant un nouveau refus, j'ai publié un communiqué de presse annonçant ma visite pour 15 heures, afin de tester la volonté de dialogue du ministre. Une demi-heure plus tard, elle m'invitait à venir. C'est alors qu'elle m'a demandé nos propositions de localisation. Dès juillet, nous suggérions La Villette et Bercy. Voilà donc un an que c'est dans l'air. »

Les socialistes à Vincennes

Les élus socialistes à l'Assemblée nationale, au Sénat et au Conseil de Paris ont rendu visite lundi dernier à l'université Paris-VIII et ont rencontré, à cette occasion, les socialistes de Vincennes. Ils ont tenu à réaffirmer le soutien du Parti socialiste et de ses élus à une expérience unique d'ouverture de l'université aux salariés, bacheliers ou non.

Face au problème actuel de l'implantation de l'université, ils se félicitent des éclaircissements apportés par les questions posées récemment par les élus socialistes (1). Si le maire de Paris maintient une attitude intransigeante pour refuser une extension et une rénovation, sur le site actuel, ils exigent que les solutions proposées par l'université — l'un ou l'autre des deux terrains vacants de Paris, Bercy ou La Villette — soient étudiées avec tout le sérieux nécessaire. Ils souhaitent que cette occasion de réaliser une opération exemplaire d'intégration de l'université en milieu urbain et à la vie culturelle de Paris soit saisie. En tout état de cause, ils rappellent que, selon les déclarations du ministre des Universités elle-même, les spécificités de Vincennes (accueil des salariés en particulier) imposent le choix d'une localisation centrale dans la région parisienne.

(1) Paul Quilès le 26 mai à l'Assemblée nationale et Bernard Parmantier le 2 juin au Sénat.

Une occasion d'imaginer

Le 26 mai 1978, Paul Quilès, député socialiste, déposait à l'Assemblée nationale, une question écrite à propos du transfert de Vincennes, afin de savoir « sur quel terrain le ministre des Universités envisage d'installer Vincennes ». D'après Alice Saunier-Seïté, une étude est en cours, concernant l'implantation de Paris-VIII à La Villette. Or, Pierre Merlin apprenait, il y a deux semaines, que l'étude avait bien été demandée au préfet de région, mais à la veille même de la réponse à la question du député Quilès !

Bercy, il ne faudrait pas y compter. Chirac le réserverait à des « projets prioritaires » qu'il a d'ailleurs oublié de soumettre au Conseil de Paris. Il souligne en outre que « Paris possède déjà huit universités ».

Selon Pierre Merlin, il faut trouver une solution. Si Paris-VIII veut rester une université expérimentale, peut-elle se satisfaire des locaux actuels délabrés, de 30 000 mètres carrés pour les 31 000 étudiants ?

Mais une autre menace pèse sur Vincennes, celle des examens désormais obligatoires. Leur absence résultait jusque-là d'une dérogation. Pierre Merlin n'y voit pas cependant une mesure « catastrophique ». Ce serait plutôt, pense-t-il, pour lui et son équipe d'enseignants, l'occasion d'« imaginer ». « Il faut, dit-il, inventer, trouver des formes d'examen plus intelligentes, plus ouvertes ; bref, innover dans ce domaine aussi. »

D'ailleurs, l'efficacité, pour Vincennes en tout cas, ne peut être jugée en fonction du seul nombre de diplômes délivrés.

D'abord accusé de « brader », Pierre Merlin, lorsqu'il a communiqué le nombre de diplômes accordés, s'est vu alors reprocher de n'être pas assez « rentable ». Mais la rentabilité de l'université de Vincennes, c'est aussi les dizaines de milliers de personnes, dont beaucoup déjà salariées, qui y trouvent un complément de formation et de culture. Souvent sans souci immédiat de le monnayer par un diplôme.

NICOLE DU ROY
ET MARYSE WOLINSKI

changer la vie politique

Cheminots socialistes

Les cheminots socialistes se sont réunis en assemblée générale samedi dernier en présence de Marcel Debarge, membre du comité directeur, représentant le secrétariat national aux entreprises. Ensemble, ils ont analysé la situation actuelle, les attaques contre leur entreprise et les menaces qui pèsent sur le transport ferroviaire et ses travailleurs. Ils ont également débattu de problèmes internes, en cherchant à voir de façon concrète comment ils pourraient faire mieux connaître les positions du P.s. à l'intérieur de la S.n.c.f. Le renforcement des liens régionaux a été décidé, et des rencontres régionales sont déjà programmées.

Les camarades désirant entrer en contact avec le G.s.e. national S.n.c.f. sont invités à écrire à son secrétaire, J.-F. Wallin, au siège du Parti, secteur entreprises, 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris.

Bilan électoral

Difficile de tirer des conclusions générales de la série d'élections partielles qui se sont déroulées dimanche dernier. L'échec de la liste conduite par Félix Ciccolini à Aix-en-Provence — qui a pourtant recueilli 1 500 voix de plus que le total des voix de gauche du premier tour — a été attribué par certains commentateurs au fait que la gauche se présentait divisée face à la liste unique de la majorité. Outre que cette situation existait déjà en mars 1977, il n'est pas évident qu'une liste d'Union de la gauche aurait atteint les 50,50 % que totalisaient les deux listes séparées au premier tour, car le second tour a montré qu'en présence d'un scrutin serré un grand nombre d'abstentionnistes se sont mobilisés en faveur de la liste de droite.

L'union a permis cependant le succès d'un socialiste à Soissons et, plus encore, la réélection au Creusot de la municipalité de gauche dirigée par le socialiste Camille Dufour avec une avance sensiblement plus forte qu'en mars 1977.

A noter encore l'élection à Toulouse d'un conseiller général P.s., Claude Cornac, succédant à un radical de gauche.

Seconde rencontre à l'Elysée

Une seconde rencontre entre le président de la République et François Mitterrand — accompagné cette fois de Gaston Defferre — aura lieu le 5 juillet prochain, à l'Elysée. Le premier secrétaire du P.s. a confirmé mercredi qu'il se rendrait à cette nouvelle invitation que Valéry Giscard d'Estaing avait annoncée en lui donnant comme objet une consultation de l'opposition avant les sommets économiques européens de la mi-juillet. François Mitterrand a cependant déploré que le président de la République n'ait pas jugé utile de procéder aux mêmes consultations à propos des interventions françaises en Afrique.

Au cours de sa conférence de presse, qui se tenait le jour de la disparition du « Quotidien de Paris », François Mitterrand a également intéressé les journalistes en annonçant qu'il souhaitait voir le P.s. se doter d'un organe quotidien et qu'il faisait entreprendre une étude à ce sujet.

L'indice manipulé

« Comment se faire des amis à peu de frais » : c'est le titre d'une brochure que Raymond Barre a dû lire et relire ; puis mettre en pratique. Premier temps : annoncer le pire. Ou presque ; une hausse des prix de 1,4 % par mois. Puis se « débrouiller » pour qu'officiellement cette hausse se limite à 1 %. Afin qu'ici ou là les Français poussent un soupir de soulagement. En se disant qu'ils ont échappé au pire.

La déclaration de Bruxelles

Les socialistes des neuf pays de la Communauté européenne (plus les Espagnols et les Portugais), réunis vendredi et samedi derniers à Bruxelles ont renoncé au programme commun européen dont le projet avait été élaboré en juin 1977 et que le bureau exécutif du P.s. venait de rejeter en le considérant comme incompatible avec ses propres orientations.

Ce projet de programme se trouve donc remplacé par une déclaration politique de dix pages dont le texte, approuvé par les leaders, sera soumis au comité directeur du 8 juillet. Cette déclaration, très générale, s'articule autour de quelques grands pôles comme la transformation des structures économiques avec la volonté de défendre l'emploi, notamment des jeunes, et de respecter la planification, la défense de la démocratie et de la paix, le soutien à l'adhésion à la Communauté de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce, la coopération avec les pays en voie de développement, le refus de tout nouveau transfert de pouvoirs aux institutions communautaires sans l'accord clair et net des gouvernements et des Parlements nationaux.

Cette déclaration, qui laisse à chacun des partis le soin d'élaborer son propre programme de campagne, sera complétée par un appel à l'opinion publique européenne qui sera adopté au cours d'un congrès des neuf partis socialistes et sociaux-démocrates qui se tiendra du 11 au 13 janvier 1979 à Bruxelles. Plusieurs manifestations communes sont prévues, dont une à l'occasion du 1er Mai prochain. D'ores et déjà, un sigle commun a été adopté. Il s'agit, se détachant sur fond rouge, d'une flèche blanche tournée vers le haut, à laquelle chaque parti pourra adjoindre son propre sigle.

A noter, d'autre part, que 67 % des Français se déclarent favorables à l'élection des membres de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct — élection prévue pour juin 1979. C'est ce qui ressort d'un sondage effectué par l'Ifop, pour le compte de la Commission européenne, entre le 8 et le 22 mai. A l'inverse, 12 % seulement de nos concitoyens se déclarent hostiles à cette élection. Voilà une information qui ne manquera pas de stimuler Michel Debré, le Don Quichotte du R.p.r., dans sa campagne étroitement nationaliste contre cette élection.

Une école à Gennevilliers...

Vendredi dernier, les enseignants de Gennevilliers étaient en grève. A l'origine de la grève : un ras-le-bol général devant l'accroissement du nombre d'enfants en échec scolaire, constaté au cours des passages de classe, mais aussi devant le manque de solutions proposées par l'Administration.

Le mouvement est parti de l'école élémentaire des Grésillons. Dans cette école de Gennevilliers qui compte une proportion importante d'enfants de travailleurs immigrés (45 %), 40 % des enfants qui entrent en sixième sont en retard et, après deux années de cours préparatoire, 50 % des enfants n'ont pas acquis le mécanisme de la lecture. Pour tenter de remédier à cet état de fait, des postes de soutien pédagogique avaient été créés, expérience intéressante, propre au département des Hauts-de-Seine.

Mais, pour la rentrée prochaine, la section départementale du Sni-Pegc annonce que les trente-quatre postes de soutien sont menacés de suppression. Et notamment celui de l'école des Grésillons — dont les enseignants ont cessé le travail dès le début de la semaine dernière. Vendredi, ils étaient soutenus par l'ensemble de leurs collègues. Pour que l'enseignement fonctionne normalement à Gennevilliers, il faudrait ouvrir sept classes en maternelle et treize en primaire, ne pas supprimer les postes de soutien et créer trente-deux postes de remplacement de maîtres.

Devant cette situation, que propose l'Education nationale ? Elle envisage pour la rentrée de 1978 la fermeture de trois classes en maternelle ! L'inspection académique interrogée a répondu qu'elle n'avait pas les moyens de satisfaire les revendications des enseignants. Ceux-ci sont déterminés, si les conditions n'ont pas évolué d'ici là, à ne pas assurer la rentrée.

changer la vie sociale

Rude semaine chez Moulinex

Deux des huit usines occupées ont été évacuées, manu militari, par des « non-grévistes ».

L'épreuve de force a commencé lundi à l'usine de Caen, où la maîtrise, aidée d'éléments extérieurs, a expulsé les grévistes. Même scénario le jour même où cadres, agents de maîtrise et non-grévistes ont expulsé les occupants de l'usine d'Alençon, dans l'Orne. Armes employées par ceux qui réclament le « droit au travail » : grenades lacrymogènes, matraques, boulons, bêches, haches et barres à mine.

De quoi compromettre les négociations ouvertes, en même temps, chez le préfet de région de la Basse-Normandie. Il faut dire qu'elles étaient déjà mal engagées après l'envoi d'une lettre de la direction de Moulinex à ses douze mille salariés. Cette lettre prétend que les revendications des grévistes sont « insensées ». Chacun y est averti de se mettre au travail « avec acharnement pour vos familles, vos enfants ».

Emploi : catastrophe au Cateau

Au Cateau (ex-Le Cateau-Cambresis), petite ville industrielle et commerciale du Nord, qui compte environ 9 000 habitants, la situation est grave : de nombreuses fermetures d'usines, en particulier textiles, et de nombreux licenciements.

Mais, cette année, c'est une véritable catastrophe qui s'abat sur la ville du Cateau avec la suppression de 516 emplois sur 2 135 salariés de l'industrie, ce qui représente la proportion impressionnante de 25 % (395 emplois à la Société générale de fonderie, 91 à la Manufacture de carrelages et céramiques, 20 à la Cac-Degrémont, 10 à la Menuiserie métallique du Nord).

C'est surtout la fermeture complète de l'usine de fabrication de cuisinières Chappée, appartenant au groupe de la Société générale de fonderie, d'un effectif de 381 salariés, qui va porter un coup mortel à l'économie de la ville.

Cela a conduit l'ensemble des organisations syndicales et professionnelles, C.g.t., C.f.d.t., C.g.c., Fen, l'Union commerciale et artisanale, le conseil municipal, à organiser une opération « ville morte » mercredi 28 juin, toute la matinée.

Dom : montrez patte blanche !

Une nouvelle fois, les fonctionnaires originaires des départements d'outre-mer sont considérés « persona non grata » dans ces départements.

L'administration centrale du ministère de la Santé s'oppose à l'affectation des stagiaires guyanais, guadeloupéens, martiniquais et réunionnais dans leur département d'origine. Elle fonde sa décision sur une instruction ministérielle du 21 novembre 1975. Or, celle-ci n'a aucun caractère réglementaire : c'est l'arbitraire le plus absolu.

Les stagiaires concernés, avec leurs camarades métropolitains et les organisations syndicales F.o., C.f.d.t. et C.g.t., demandent la suppression de cette discrimination. « La promotion des inspecteurs des Affaires sanitaires et sociales de l'Ecole nationale de la Santé publique demande que ceux d'entre eux qui sont ressortissants des départements d'outre-mer aient la possibilité, comme tous leurs collègues, de trouver une affectation dans leur département en fin de stage, dès lors que des postes existent, et s'étonne que la liste des postes proposés à la promotion n'en fasse pas état. »

Trésor : le bon grain de l'ivraie

Le 20 juin 1978, Giscard a inauguré de manière fastueuse la nouvelle Ecole nationale des services du Trésor, en présence du ministre du Budget, du directeur de la Comptabilité publique et de plus de mille invités. Que de monde ! Et pourtant, manquaient à cette réception somptueuse les principaux intéressés : les stagiaires de cette école qui s'installe à Marne-la-Vallée.

En effet, n'étaient conviés à l'inauguration qu'une trentaine de stagiaires appréciés par l'administration. Attitude qui témoigne de la part de la direction de la Comptabilité publique d'un certain mépris pour les futurs percepteurs que forme l'E.n.s.t.

Car la débauche de luxe de la nouvelle école ne doit pas masquer les problèmes des inspecteurs stagiaires du Trésor, qui ont lutté toute cette année pour la satisfaction de leurs revendications : suppression des licenciements en fin de scolarité et titularisation pour tous, publication de tous les postes vacants, suppression de la note dite de valeur générale, réforme du système d'enseignement et suppression du « bachotage », hausse de l'indemnité de stage.

Pour obtenir satisfaction, les stagiaires ont manifesté devant la direction de la Comptabilité publique, se sont mis en grève et ont boycotté à l'unanimité un contrôle de connaissances.

S'inscrivant dans le cadre de cette lutte, le groupe socialiste de l'Ecole nationale des services du Trésor dénonce vigoureusement la tentative de l'administration, qui vise à faire cautionner par un petit groupe d'élèves une politique de formation professionnelle que la grande majorité des inspecteurs stagiaires condamnent fermement.



Géographie : pour un vrai service public

Alors que les géomètres de l'I.g.n. (Institut géographique national) étaient en grève les 9 et 12 juin et occupaient une partie des locaux (ils réclament une révision de leur statut depuis huit ans... et un interlocuteur), on apprenait, encore officieusement, qu'au titre de sa mission de service public l'I.g.n. réduirait son personnel à 1 600 personnes, alors que 2 600 y travaillent actuellement. Aucun travail supplémentaire n'étant prévu, c'est un millier de personnes qui sont ainsi considérées par la direction comme excédentaires.

La réduction du personnel affecté au service public s'effectuerait de deux façons : licenciement ou mise à la retraite d'environ 500 travailleurs aux statuts les plus vulnérables (ouvriers saisonniers — dont beaucoup sont en réalité permanents — intérimaires, contractuels, ouvriers permanents non affiliés au régime spécial de retraite, etc.).

Reclassement des 500 autres auprès d'administrations et dans une ou plusieurs sociétés d'économie mixte, qui reprendraient les activités commerciales de l'établissement.

Dès cette année, dans les prochains mois (durant l'été ?), l'I.g.n. se préparerait à licencier 300 personnes, car l'urgence a été bien organisée. A la fin du mois de mai, les ministères de tutelle ont prévenu l'I.g.n. qu'il ne

percevrait pas de subvention d'équilibre (nécessaire pour boucler le budget de fin d'année) s'il ne procédait pas à un assainissement financier et structurel.

A un moment où les besoins géographiques ne cessent de croître (satellites d'observation, recherche de matières premières et de sources d'énergie, coopération internationale, connaissances des évolutions naturelles, etc.), il est consternant de voir la France restreindre son potentiel technique et scientifique en ce domaine. Les conséquences peuvent être graves dans plusieurs années : il sera alors trop tard. C'est pourquoi le Parti socialiste, par la voix de Robert Chapuis, délégué national à la Recherche, demande « qu'aucune décision touchant le personnel et les structures de l'I.g.n. ne soit prise sans que les travailleurs n'en aient été informés suffisamment à l'avance et dûment consultés ; que le Parlement soit saisi dans les meilleurs délais d'un plan de développement des moyens géographiques nationaux ; que la mission de service public de l'I.g.n. soit réaffirmée ».

Les conséquences du « baby-krach »

Cent cinquante mille naissances de moins en quatre ans, c'est beaucoup... C'est l'un des chiffres clefs du rapport sur la situation démographique de la France que le Conseil économique et social a confié à Evelyne Sullerot. Un rapport qui n'a pas fini de faire du bruit. La France détient dans ce domaine un record : c'est le seul pays du monde où le nombre de naissance annuelles est inférieur à ce qu'il était il y a deux siècles : 720 000 naissances en 1976, contre plus d'un million par an durant la décennie 1780-1790.

La tendance à la baisse de la fécondité remonte à 1964 et a été continue jusqu'en 1977. Rien ne prouve que la courbe des naissances se redressera. Et si les conséquences du « baby-krach » ne sont pas immédiates, elles n'en constituent pas moins une grave menace pour l'horizon des années 1990.

* Jusqu'en 1985, la population active va continuer à augmenter fortement avec l'arrivée sur le marché du travail de très nombreux jeunes. Ce qui signifie, dans la situation économique actuelle, une augmentation prévisible du chômage...

* Dès 1985, on assistera à l'arrivée des « classes creuses ». On recrute actuellement 14 000 enseignants par an : le recrutement risquera fort alors de tomber à 2 000...

* A partir de 1985, le déséquilibre entre les plus de soixante-cinq ans en très grand nombre et une population active raréfiée commencera à poser des problèmes : parallèlement à un coût croissant des dépenses de santé et de retraite, il y aura de moins en moins de travailleurs actifs pour payer les charges sociales...

D'où l'urgence de redresser la situation. Encore faut-il déceler les causes réelles de cette évolution. « Ce n'est pas un refus de l'enfant, estime Evelyne Sullerot ; jamais la proportion de couples sans enfant n'a été aussi faible... » Mais, pour l'énorme majorité des Français, la famille idéale compte deux enfants... Ce qui, compte tenu des problèmes de stérilité, de célibat, etc., donne une fécondité de 1,8 par femme... Alors que, pour assurer le simple renouvellement de la population, il faudrait atteindre le taux de 2,1 au minimum... Il s'agit donc surtout d'un effondrement du nombre des familles à trois, quatre ou cinq enfants.

Au fil du rapport, Evelyne Sullerot exécute une idée reçue et bien ancrée : la faible fécondité ne s'explique pas non plus par le fait qu'un nombre croissant de femmes travaillent... Même si la venue d'un troisième enfant est souvent difficile dans ces conditions. Il suffirait probablement — et c'est l'une des recommandations du rapport Sullerot — d'améliorer et d'accroître le nombre des structures d'accueil, des crèches et des écoles maternelles.

Autres mesures préconisées : la prolongation des congés de maternité, le recyclage professionnel systématique des femmes qui s'arrêtent de travailler pour élever un enfant, etc. Autrement dit, la création d'un environnement social accueillant pour les enfants. Le gouvernement est-il prêt à prendre dans ce domaine les mesures (urgentes) qui s'imposent ?

REPERES
53-54
Numéro spécial : 20 F
L'EXIGENCE DEMOCRATIQUE AUJOURD'HUI
*
Mai 68 - Mars 78
*
Abonnement d'un an : 120 F
*
13, boulevard Saint-Martin, 75003 Paris



dipapacéquoi par Piem

« Chirac au balcon ! », criait la foule massée sur le parvis de l'Hôtel de Ville.

Il avait mis sans difficulté sa chemise à rayures, sa cravate à pois, son pantalon de flanelle et sa veste à carreaux ; mais, Bon Dieu de nom de Dieu, il n'arrivait pas à boucler son écharpe tricolore et l'on pouvait voir au travers son petit budget à découvert.

Il s'acharnait devant la glace, en jurant comme un prévôt des marchands ; le maire de Paris ne pouvait décemment se présenter dans cette tenue débraillée devant son bon peuple et quelques hallebardiers l'auraient immédiatement arrêté pour attentat à la pudeur républicaine. « On m'a changé mon écharpe, criait-il ; ce n'est pas mon écharpe, rendez-moi mon écharpe ! »

Il se trompait, c'était bien la sienne, mais elle avait rétréci depuis le jour où, ayant écharpé Paris, il avait espéré, de cette citadelle, écharper le pays tout entier, alors qu'aujourd'hui il en était réduit à montrer son budget aux passants (à l'Elysée on n'arrivait pas à dissimuler sa joie).

Sur la place, la populace criait : « Chirac au balcon ! »

Il apparut enfin, timide, s'efforçant de serrer son écharpe sur son budget ; il s'attendait au pire, mais la foule — composée d'admirateurs zélés — n'avait d'yeux que pour le mâle visage de son chef ; aussi poussa-t-elle des rugissements d'allégresse, auxquels le maire de Paris, rassuré, répondit en levant les bras en signe de victoire.

Malheur ! Désespoir ! Emporté par son enthousiasme, il en avait oublié son écharpe étriquée et il découvrit son budget.

Il se fit un grand silence sur la place. Une mère tenta — mais trop tard — de cacher ce spectacle à sa fille. « Oh ! maman, regarde le monsieur, il nous montre son budget. » C'était, il faut le reconnaître, un bien petit objet que ce petit budget, car le chef de l'Etat, Valéry, avait fait le nécessaire pour que cet état-là ne soit pas en état d'érection.

Un cri de dépit parcourut la foule déçue. Marie-France Garraud, perdue dans la foule, tomba évanouie d'illusions.

« Ça se paiera », murmura Chirac les dents serrées. Et c'est Paris qui en fit les frais.

changer la vie culturelle

Sur les remparts de Carcassonne

Pour la quatrième fois, ce sont les Tréteaux du Midi qui organisent le Festival de la Cité à Carcassonne, du 3 au 24 juillet. Jacques Echantillon a prévu une affiche des plus riches. En théâtre d'abord : « Kings » de Denis Llorca d'après la série des rois de Shakespeare, « le Mariage de Figaro » de Beaumarchais par le Théâtre en Liberté, « Bons Baisers de Cassis » par Jean-Paul Farré et Stéphanie Loïk, « Grand'peur et misère du troisième Reich » de Brecht et « les Fourberies de Scapin » de Molière par les Tréteaux du Midi, « la Chanson de Roland » par la Compagnie de l'Attroupement, « le Droit à la paresse » par la Compagnie des Carmes de l'Avignonnais André Benedetto. En variétés : Toto Bissainthe, Henri Tachan, Bernard Lavilliers, Idir, Henri Gougaud et Lluis Llach. La musique, le café-théâtre et la danse auront aussi leur place à l'ombre des remparts de Carcassonne. Un bruit court qui prétend que ce festival serait le dernier. Est-il envisageable d'abandonner un si beau navire en pleine mer ?

Antibrouille 78

Le peintre Gérard Fromanger a créé une affiche originale pour annoncer « Antibrouille 78 », le festival Radio-Libre-Expression que la Fédération des radios libres et le Collectif de soutien organisent samedi et dimanche 1er et 2 juillet à Yerres (Essonne), au parc de Caillebotte.

Il y aura à gogo de l'animation, des stands radio, un cirque, une montgolfière, du café-théâtre et, sur les trois scènes, toute sorte de musiques et de groupes : l'Echappée belle, Lapin bleu des îles, Sapho, Herbe rouge, Bernard Vitet, Michel Ripoche, etc. Et des émissions en direct, ce qui est bien la moindre des choses...

« Caméra Je »

Avec « Caméra Je », l'I.n.a. propose une série de neuf films de jeunes cinéastes français ou étrangers, récents ou peu connus, voire inédits. Ces films seront diffusés sur T.f. 1, chaque jeudi à 22 heurers, à partir du 6 juillet.

Georges Pérec ouvrira le feu avec « les Lieux d'une fugue » le 6. Suivront : « Un professeur d'américain », de Patrick Jeudy, le 13 ; « l'Affiche rouge », de Franck Cassenti, le 20 ; « Vocation suspendue », de Paul Ruiz, le 27 ; « Mort du grand-père », de Jacqueline Veuve, le 3 août ; « Requiem pour un roi vierge », de Syberberg, le 10 ; « The Camera Je », de Babette Mangolte, le 17 ; « l'Italien des roses », de Charles Matton, le 24 ; et « la Vallée de la mort », de Jean-Loup Sieff, le 31.

Grâce à l'I.n.a., il n'y aura pas que des navets cinématographiques cet été à la télévision.

Berlioz non-stop

Grande première sur France-Musique ce samedi 1er juillet : dix-sept heures non-stop, de 9 h du matin à 2 h du matin, consacrées à un musicien français, à Hector Berlioz. Parmi les œuvres programmées durant cette journée : « Hymne aux chemins de fer », « Béatrice et Bénédicte », « la Nonne sanglante », « la Mort de Cléopâtre », « Roméo et Juliette » dirigé par Lorin Maazel, « Toccata pour orgue », « Sérénade agreste à la Madone », « Offertoire pour harmonium », etc.

Da Vila à Paris

La musique brésilienne a réussi sa percée en Europe. Les grands festivals de cet été, par exemple Antibes et Montreux, lui consacrent une de leurs journées. Et R.c.a., qui avait déjà publié la chanteuse Beth Carvalho (PL 40 669), édite aujourd'hui un recueil chaleureux et vivant de Martinho da Vila (PL 40 689).

On pourra d'autant mieux le juger sur pièces que ce chanteur est au théâtre Mogador, en compagnie du saxophoniste Paulo Moura, jusqu'au 16 juillet. Et quel étonnant compositeur !

On demande cinémaffichistes

Une bourse de 5 000 francs et un contrat attendent l'illustrateur français de talent que veut révéler la Fondation Philip Morris dans le domaine de l'affiche de cinéma.

D'où le concours qu'elle lance sur cinq sujets au choix (« Rencontre du 3e type », « la Guerre des étoiles », « Anny Hall », « Diabolo-menthe » et « le Dernier Nabab »), concours ouvert à tous sans limitation. Renseignements au 755-71-40.

Cinéaste cherche sosies

Michel Leeb est un jeune auteur et réalisateur de films. Il a un projet assez ambitieux : faire un long métrage comique avec « des sosies de « stars » du cinéma, du music-hall et de la politique ». C'est tout à fait hollywoodien, et une société de production a été séduite.

Reste à trouver les sosies en question. Si vous ressemblez à une personnalité connue et si le cœur vous en dit, vous pouvez vous faire connaître auprès de Michel Leeb, au 257-25-40.

José Artur chassé d'Antenne 2



Maurice Ulrich, P.-d.g. d'Antenne 2, présentant sa nouvelle grille.

José Artur était heureux. En abandonnant les heures tardives du « Pop-Club », en se retrouvant en début d'après-midi sur la nouvelle grille de France-Inter, il avait enfin ses soirées libres. « Je vais pouvoir, expliquait-il, aller au théâtre et voir les spectacles jusqu'à la fin. Le « Pop-Club » m'obligeait à quitter les salles à l'entracte. Maintenant, je vais voir intégralement les spectacles dont je parle chaque dimanche dans « le Magazine du théâtre », sur Antenne 2. »

Illusion ! Le départ de Jacques Martin d'Antenne 2 et la fin de l'émission « Bon Dimanche » aura de fâcheuses conséquences pour José Artur. En consultant la nouvelle programmation d'A 2, qui sera appliquée dès septembre prochain, il s'est aperçu qu'il n'y figurait plus ! Qui a pris la décision ? Le nouveau P.-d.g. d'Antenne 2 ? Le sieur Guy Lux, qui est désormais responsable des après-midi du dimanche sur la deuxième chaîne en remplacement de Jacques Martin ?

Que ce soit l'un ou l'autre, le procédé est le même : personne n'a daigné ou osé prévenir José Artur ! A l'arbitraire s'est ajoutée la lâcheté. Toutes nos félicitations à la nouvelle direction d'Antenne 2.

J.-P. L.

CEVENNES: LES PIONNIERS DU COMPOST

Les feuilles mortes se ramassent à la pelleteuse dans les Cévennes où quatre jeunes enthousiastes se sont lancés dans la fabrication industrielle du compost

La forêt souffre. Parfois, on la rase entièrement, à grands coups de défoliants et de bulldozers. Parfois, on la laisse à l'abandon ; l'été venu, elle est la proie des flammes. La forêt méditerranéenne, surtout, a cessé d'être exploitée et, chaque année, subit les ravages des feux.

Il suffirait pourtant, pour la sauver, de la débroussailler. C'est ce qu'a entrepris la société Cévennes-Compost, près d'Alès. Débroussailler, la tâche est délicate et dure : il faut d'abord nettoyer la forêt, traîner des branches, s'enfoncer dans les buissons épineux, serpe ou tronçonneuse à la main. Ensuite, passer le tout dans un broyeur. Cette matière broyée, Cévennes-Compost l'utilise pour fabriquer du compost, un humus très riche qui amende et humidifie la terre sans pour autant la droguer, comme le font les engrais classiques.

Elevée en tas de un mètre cinquante de haut, la broussaille brune sent la feuille morte. Sur un petit terrain plat, le compost mijote doucement. Régulièrement, les jeunes animateurs de Cévennes-Compost viennent lui rendre visite. Fabien, une vingtaine d'années, décontracté, le cheveu abondant, la passion pour Bob Dylan, soupèse avec fierté une motte d'humus doux et chaud. « Il est très beau. »

Fabien, l'un des quatre salariés de Cévennes-Compost, vient de loin, l'est de la France. Avant, il était éducateur. Comme lui, ses compagnons ne sont ni cévenols ni paysans d'origine. Dominique, boucles blondes, visage angélique, a été élève d'H.e.c. avant de devenir bûcheron. Brigitte, la « pasionaria » de la maison, est d'origine canadienne. Tous, avec Laurent, essaient de se partager le travail et les responsabilités. Non sans difficulté. « Nous voulons nous donner une démarche coopérative, ce qui entraîne une certaine dispersion de l'énergie », constate Dominique, visiblement le plus préoccupé de rentabilité.

Dans cette Société coopérative ouvrière de production (Scop), les animateurs sont leurs propres patrons. Mais vivent à la dure. La vieille maison cévenole prêtée par la commune est vide et froide, avec un confort rudimentaire. Et les problèmes



financiers se répercutent directement sur les quatre « salariés ». Cévennes-Compost est née grâce au mécénat, amoureux des Cévennes et défenseurs de la châtaigne. Progressivement, les quatre travailleurs rachètent le capital, sur leurs salaires pourtant maigres : 2 000 F par mois, quel que soit le nombre d'heures supplémentaires.

La rentabilité de l'affaire n'est d'ailleurs pas encore complète. Avec un chiffre d'affaires de 90 000 F, la lourde charge du matériel (180 000 F) est encore assurée en partie par les mécènes et par une subvention légère de la commune qui a permis d'acheter un camion.

Malgré tout, Fabien a l'air heureux. Sans se presser, il travaille au bureau, va poster des lettres et chercher de l'argent à Alès. Il va aussi sur les chantiers. Brigitte, malgré ses dires, se retrouve plus souvent qu'à son tour dans le bureau. Elle a aussi la charge des relations publiques. « Je voulais faire un truc écologique, intéressant, et pas flippant », résume Fabien. Sur ce plateau, il a trouvé une activité presque idéale. Il se passionne pour ce travail.

« Nous sommes persuadés du bien-fondé de ce que nous faisons, dit-il. Nous ne fonçons pas dans la forêt comme des Huns, arrachant tout sur notre passage. Nous prenons garde de protéger les espèces, de conserver quelques buissons pour les nids et le gibier. Il est indispensable d'entretenir la forêt pour lutter contre les feux. » En effet, les zones débroussaillées sont épargnées par les flammes... Le débroussaillement permet aussi de rendre les bois exploitables, de les ouvrir aux promeneurs et aux troupeaux.

L'idéal, du point de vue de Cévennes-Compost, serait de redonner à la forêt ce qui lui a été pris, sous forme de compost. Certains, dans la Forêt-Noire, en Allemagne, rasent des kilomètres carrés entiers pour fabriquer du compost et le revendre, par bateaux, à des pays du Sud-Est asiatique. « Ce n'est pas notre but, explique Fabien. L'intérêt de notre activité est de bouleverser l'écosystème le moins possible et de réinjecter notre produit dans l'économie locale. »

La coopérative participe, en effet, à une timide renaissance de la région. Dans ce coin des Cévennes, toutes sortes d'activités nouvelles, parfois farfelues, se développent. Certains élèvent des chèvres, font de l'artisanat. D'autres créent une coopérative pour exploiter la lauze. « Mais tous viennent de l'extérieur », constate Fabien. Une seule exception, le « Clinton », ce petit journal qui a bien des difficultés pour survivre sous les assauts répétés de ses concurrents (voir « l'Unité » n° 294). D'autres tentatives, comme « Radio-Fil à soie », sont étouffées dans l'œuf : après quatre émissions, la police vient de saisir son matériel.

Une source d'énergie

Cévennes-Compost risque aussi le drame financier. Le débroussaillement coûte très cher : entre 5 000 et 9 000 F l'hectare, selon la difficulté du terrain et la quantité de matière récupérée. Mais ces tarifs couvrent à peine les frais. « Pour trouver des chantiers, nous devons aller trop loin, ce qui alourdit nos charges », explique Dominique, qui s'interroge : « Sommes-nous encore en phase d'apprentissage ou bien devons-nous augmenter nos prix ? »

La coopérative, qui n'a encore qu'une année d'existence, a beaucoup de mal à trouver les chantiers nécessaires à sa survie. Et manque donc de compost. « Nous sommes pratiquement absents du domaine public, car tous les projets de débroussaillement se font à l'échelle de la région, sur des milliers d'hectares ; nous ne faisons pas le poids. »

L'avenir, pourtant, n'est pas totalement bouché. « L'entreprise doit se développer. Nous espérons pouvoir choisir les chantiers les plus rentables, les plus proches, tout en augmentant notre capacité. » Cévennes-Compost a également des projets. Avec des architectes installés dans la région, la coopérative souhaite construire une serre géodésique — en forme de ballon de football coupé en son milieu, comme le Palais des Sports à Paris. La chaleur, c'est le compost, au cours de sa fermentation, qui la donnera.

« Nous n'avons pas la prétention de sauver les Cévennes du dépérissement, constate Fabien. Mais nous apportons notre petite contribution au travail qui se fait », conclut Fabien.

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

LES NOUVEAUX PERES

Ils ne veulent plus être des « Père Noël » ou des « papas gâteaux » occasionnels. Une nouvelle race de pères est-elle en train de naître ?

« DIS, est-ce qu'il va venir me chercher, mon papa du dimanche ? » En France, les « enfants du divorce » sont environ un million. Et chaque année quelque soixante-dix mille couples se défont. Les statistiques de 1977 accusent même une augmentation de 10 % du nombre des divorces. Presque toujours (dans 85 % des cas), les enfants sont confiés à la mère. Contre ce qu'ils appellent un « parti pris judiciaire » les pères divorcés sont de plus en plus nombreux à s'insurger.

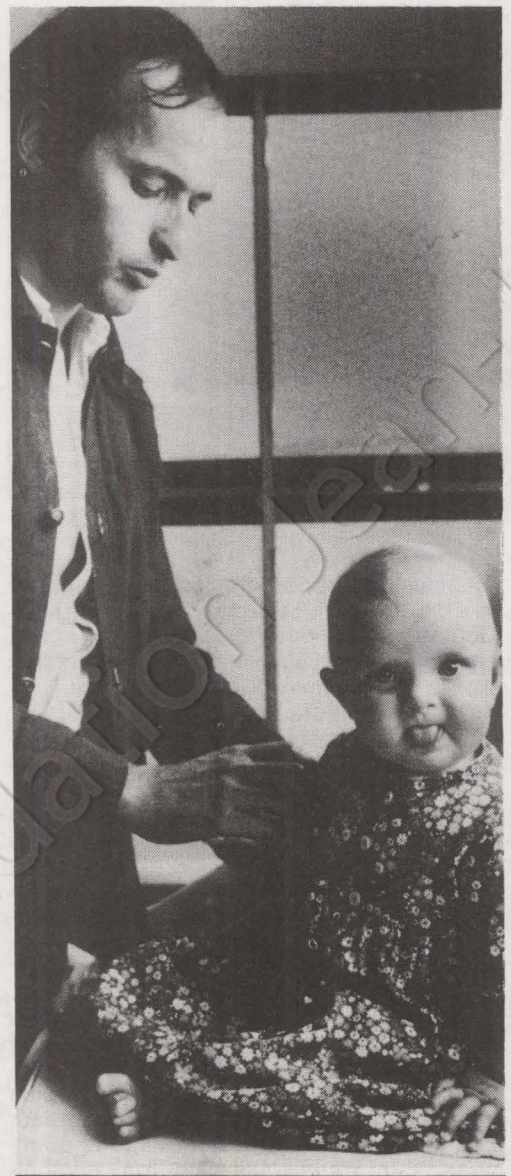
Ils sont environ quatre mille à militer au sein du Mouvement de la condition paternelle (1) pour une nouvelle pratique judiciaire. Ils demandent la garde alternée — l'enfant serait un an chez son père, un an chez sa mère — « quand cela est possible » et, dans tous les cas, la fin de l'« a priori » en faveur de la mère et l'élargissement des droits du parent non gardien (2).

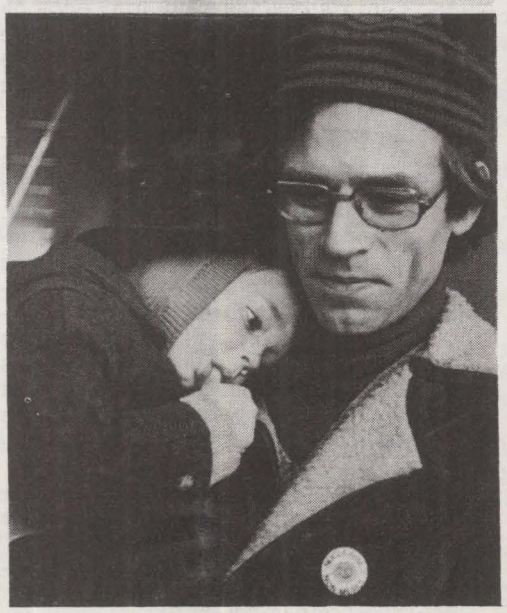
Ni réactionnaire ni sexiste

Ils invoquent, d'abord, l'intérêt de l'enfant. « Est-il normal qu'un enfant ne voie son père — dans le meilleur des cas — que deux week-ends par mois et la moitié des vacances scolaires ? », interroge Paul Elkaïm, professeur à l'Ecole normale d'instituteurs de Paris, président du Mouvement. Ils précisent aussi que leur action n'est pas dirigée contre les femmes. « Il ne s'agit pas du tout d'une revendication réactionnaire et sexiste. Nous regroupons seulement des hommes — et des femmes — qui pensent qu'il n'y a pas lieu de réserver l'« élevage » des enfants aux mères ! » Effectivement, les papas en colère du M.c.p. n'ont rien à voir avec les nostalgiques de la « vraie femme » du Mouvement de la condition masculine. (A ne pas confondre : voir « l'Unité » n° 244.)

S'ils reconnaissent volontiers que leur premier souci n'est évidemmnt pas le féminisme, les militants du M.c.p. affirment aller « dans le même sens » que l'évolution des mœurs vers « l'égalité des sexes ». Ce qu'ils veulent ? « Etre vraiment des pères, et non pas des « Père Noël » ou des « papas gâteaux » occasionnels. » Et il est vrai que la situation actuelle est loin d'être rose pour les pères divorcés — pour ceux, du moins, qui ont à cœur de continuer à s'occuper de leur progéniture... Pas plus qu'elle n'est forcément un cadeau pour les mères. Et encore moins pour les enfants !

La pratique judiciaire actuelle, qui tend à confier systématiquement les enfants à la mère, est pour le moins discutable. Les pères du M.c.p. la considèrent injuste et désastreuse pour l'enfant. « Tout est dans la pratique, affirme François Leenknegt, avocat et membre du M.c.p. Selon le Code civil, en effet, la garde peut être confiée à l'un des deux parents, selon l'intérêt de l'enfant. » Dans l'esprit des magistrats, l'intérêt de l'enfant, c'est forcément d'être confié à la mère. Séquelle de l'époque révolue où le lait maternel était la condition de la survie de l'enfant... Et surtout conviction que le rôle premier de la femme est la maternité.



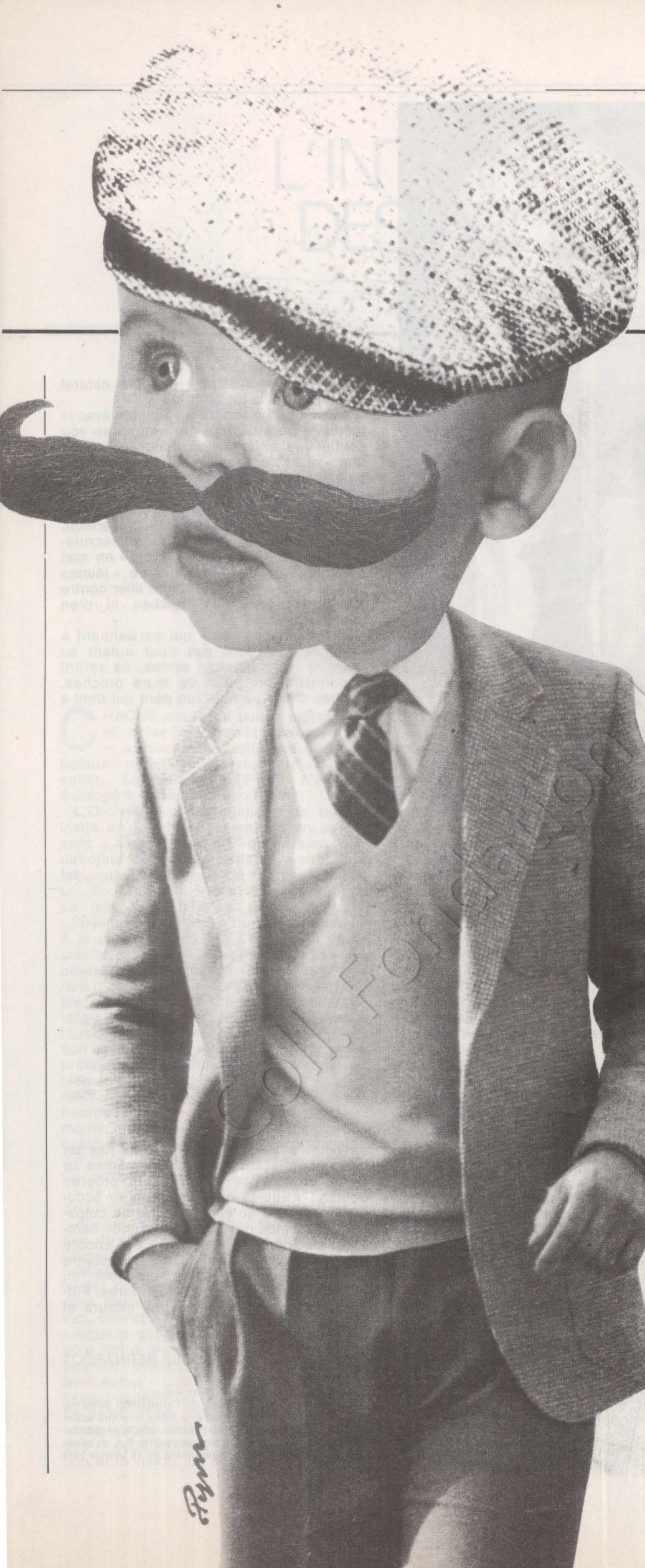


Plaintes, de part et d'autre

« Les juges décident en fonction de ce qu'ils appellent le bon sens, explique Christian Bromberger, professeur de sociologie à l'université de Provence. Cela revient à décider pour les autres en fonction de sa propre pratique, de sa propre idéologie (celle des classes dominantes). » Une idéologie dont les femmes sont, elles aussi, prisonnières : si presque toutes, en cas de divorce, tiennent à assumer à tout prix la garde des enfants, n'est-ce pas parce que l'attitude contraire les ferait passer, à leurs yeux et pour leur entourage, pour des « mères indignes » ? « Mais, monsieur, vous devez travailler », déclarait un magistrat à un père qui revendiquait la garde de sa fille... Pas d'objection de cet ordre pour les femmes divorcées ! Pourtant, de plus en plus, les femmes, surtout divorcées, travaillent elles aussi (en 1975, 58 % des femmes sont « actives », contre 44 % en 1968).

S'ils contestent le « sens commun » des juges, les membres du M.c.p. s'insurgent aussi contre l'incapacité de la Justice à faire appliquer ses décisions. Notamment en ce qui concerne l'exercice du droit de visite. L'exercice de ce droit dévolu au « parent non gardien » est, en effet, très aléatoire. Témoin, M. Jacques J., père de deux enfants, qui habite Marseille. Il a, en principe, le droit de voir ses enfants deux week-ends par mois. Sa femme réside à Paris... « Pour les voir, je dois faire deux nuits de train. Avec le risque de certains « incidents » à l'arrivée : les enfants sont « malades », et ma femme refuse de me les donner, ou encore il n'y a personne... »

« La femme qui a le privilège de la garde a la possibilité de mettre obstacle



impunément au droit de visite, se plaint un autre père. Moi, je n'ai pas pu voir mon fils depuis huit mois. Que faire ? Pour porter plainte pour non-présentation d'enfant, il faut arriver au domicile de sa femme le jour dit, à l'heure pile. S'il n'y a personne, courir au commissariat de police, puis trouver un huissier, le samedi ou le dimanche, pour faire constater l'absence, ensuite rentrer chez soi parfois à 800 km de là... — et recommencer quinze jours après... »

Selon le M.c.p., les plaintes pour non-présentation d'enfant n'aboutissent le plus souvent, après de longues années de procédure judiciaire, qu'à des sanctions de pure forme (amendes légères ou prison avec sursis), les récidives n'étant pas sanctionnées.

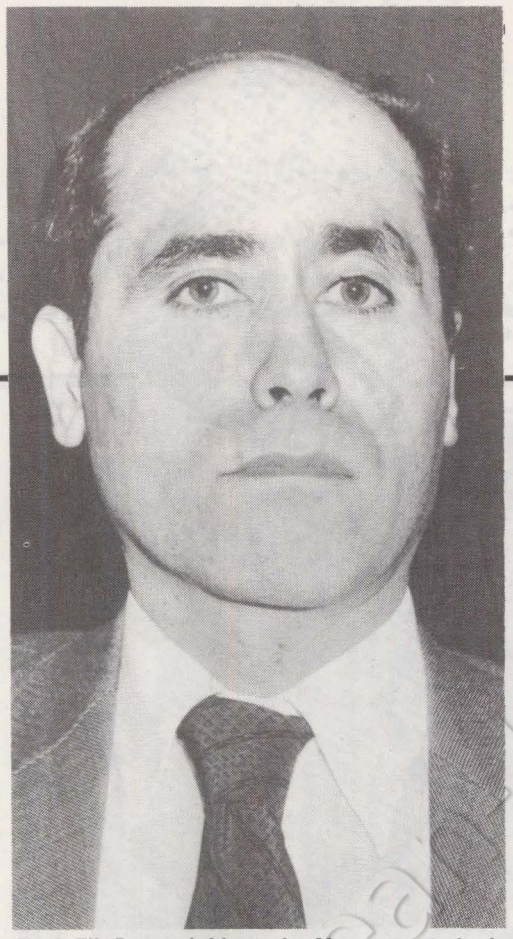
Certes, les femmes divorcées ont, elles aussi, leurs griefs. Et aux plaintes pour non-présentation d'enfant répondent souvent les plaintes pour « abandon de famille ». C'est vrai : si un tiers des pensions alimentaires sont payées régulièrement, un autre tiers de ces pensions ne le sont jamais... Encore faut-il reconnaître que cette situation est parfois le résultat d'un marché passé entre ex-époux : « Tu acceptes de ne plus voir le gosse et je laisse tomber la pension... » Certains finissent aussi par se lasser : « Cela fait trois ans que je n'ai pas pu voir mon fils, affirme Joël G., trente-cinq ans ; tous les prétextes sont bons... et on voudrait que je continue à aider financièrement ! »

L'enfant-enjeu

« Nous ne sommes pas responsables » : l'expert médical renvoie au juge, le juge à l'expert et même aux parents... « Quand on veut faire un enfant, on doit le faire avec quelqu'un avec qui on est susceptible de s'entendre », déclarait — à bout d'arguments — le président Molines, du tribunal de grande instance de Paris lors d'un colloque organisé à Paris par le M.c.p. sur le thème « L'enfant du divorce et son père ». Ce serait trop simple !... Mais, après tout, la fonction de la Justice n'est-elle pas d'arbitrer les conflits ?

Chacun l'admet pourtant : un enfant a besoin de sa mère et de son père. Il a aussi besoin de sentir, même et surtout si ses parents sont séparés, qu'ils s'entendent au moins à son sujet. Sur ce point, une telle unanimité s'est faite entre tous les participants (de Françoise Dolto au professeur Serge Lebovici) au colloque.

Dans la pratique, cet accord au sujet de l'enfant est moins évident : toujours enjeu, parfois arme, l'enfant est le plus souvent au centre du conflit lors de la séparation de ses parents. Situation qui →



Paul Elkaïm, président du Mouvement de la condition paternelle.

est à juste titre dénoncée. « Quand l'enfant voit ses parents se disputer à son sujet, explique l'un des « psy » présents au colloque, il pense qu'ils se disputent à cause de lui, par sa faute. Et il se sent coupable. »

Invariablement, pourtant, la garde de l'enfant est au centre du divorce. « La plupart des pères n'osent pas demander la garde de leur enfant, affirme un jeune membre du M.c.p. Leur avocat fait tout pour les en dissuader, sachant que c'est une cause perdue d'avance, y compris dans les divorces par consentement mutuel. Un père qui demande à avoir la garde de son enfant est presque considéré comme un anormal... »

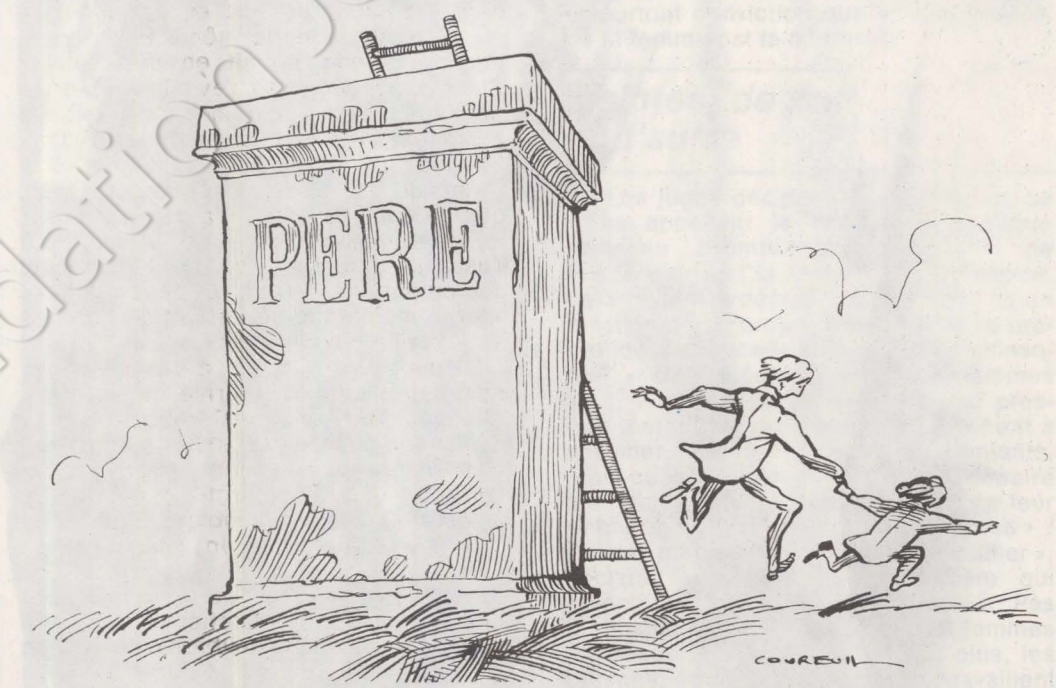
« Materné » ou « paterné »

Il arrive pourtant que les parents parviennent à s'entendre et mettent en place soit un système de garde alternée, soit une extension très grande des possibilités de visite et d'hébergement du parent non gardien. Exemple, Brigitte, vingt-cinq ans, agent aux P.t.t., et Jean-Pierre, trente ans, fonctionnaire : « Ma femme a des horaires très irréguliers ; c'est pourquoi nous avons décidé qu'il valait mieux que notre fils Patrick, six ans, vive plutôt chez moi. » Ce scénario non conflictuel est, hélas ! rare. Il semble toutefois que les choses se passent mieux quand le divorce « officiel » est précédé par une longue période de séparation de fait, ce qui permet de se « roder ». Le divorce « à chaud » est souvent plus dramatique. D'autant que, pour obtenir la garde, il s'agit d'accumuler les « preuves » destinées à montrer au juge que l'autre ne mérite pas de garder l'enfant...

« J'ai demandé la garde de Cédric, raconte Christian Bonnot, trente-trois ans, agent électronicien. Une enquête va avoir lieu. C'est d'ailleurs un ancien commissaire de police qui en est chargé. Normalement, je devais essayer de démontrer que Josiane n'est pas capable de le garder ou n'en est pas digne moralement. Ce n'est pas du tout mon propos, c'est une très bonne mère, mais moi aussi je suis un bon père... »

Le cas de Christian Bonnot, militant du M.c.p., illustre bien les problèmes qui se posent à un certain nombre de pères. Il a depuis cinq ans la garde de Philippe, onze ans, né d'un premier mariage. « Pour lui, cela s'est très bien passé. Nous nous sommes séparés à l'amiable, et Philippe n'a jamais été l'objet d'un conflit. Jusqu'à l'âge de six ans, sa mère l'a gardé, maintenant c'est moi, mais Monique le voit quand elle veut et tout se passe très bien. »

Pour Cédric, trois ans, second fils né d'une union libre entre Christian et Josiane, il n'en est pas de même. La loi du 4 juin 1970 confie en effet l'autorité parentale à la mère exclusivement en cas d'un enfant naturel, même si le père a reconnu l'enfant le premier. Et Josiane n'entend pas laisser « son » enfant au père. « Ces deux enfants ont grandi ensemble, explique Christian Bonnot ; pour eux la séparation est un déchirement... Quant à moi, je ne sais si j'ai « paterné » ou « materné » : quand il avait les fesses sales, je le changeais ; quand c'était l'heure, je lui donnais à manger ; et c'est très chouette pour le père aussi de caresser son enfant, de le prendre dans le lit, etc. »



Le développement de l'union libre risque fort de multiplier les conflits de ce genre. Et c'est voulu : « La législation ne doit pas inciter à l'union libre », a répondu un magistrat à un père naturel « victime » de la loi de 1970 !...

A défaut d'un accord à l'amiable avec la mère, le père divorcé qui entend se voir confier les enfants doit donc se livrer à une véritable bataille judiciaire. Une bataille qui n'est pas à la portée de tout le monde. Le coût toujours élevé d'une procédure judiciaire est souvent multiplié par quatre ou cinq (plainte, jugement, appel, re-plainte, etc.). D'où un recrutement social limité : les pères « en mal d'enfants » sont en général de « jeunes cadres » qui ne craignent ni d'aller contre les normes sociales établies ni d'en payer le prix...

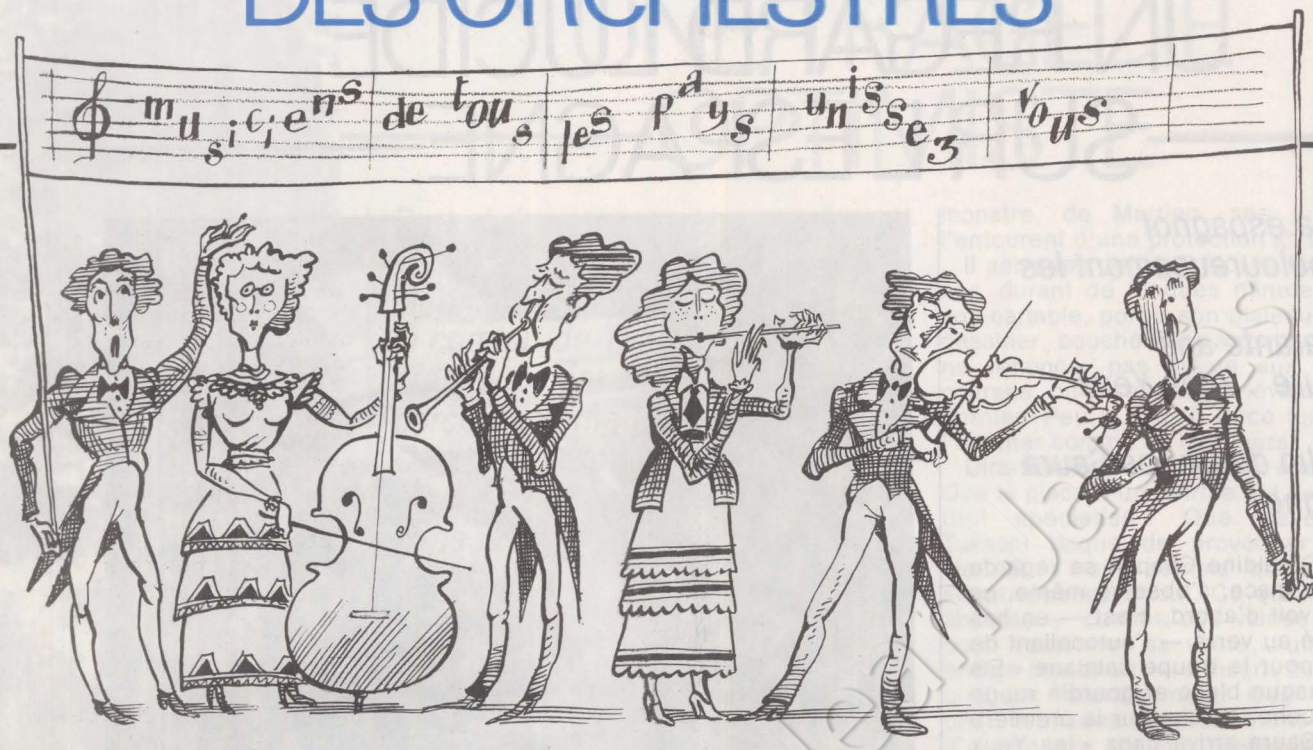
Et les « happy few » qui parviennent à « gagner » ne sont pas pour autant au bout de leurs peines : certes, ils seront désormais, aux yeux de leurs proches, nimbés d'une auréole (un père qui tient à ce point à ses enfants n'est-ce pas un brin attendrissant ?), mais eux-mêmes se retrouveront alors face à leurs propres doutes : « Suis-je capable de m'en occuper aussi bien qu'elle ? » Et de se culpabiliser au moindre rhume du cher bambin... Décidément, en 1978, il est encore bien téméraire d'oser se dresser contre les habitudes séculaires qui font du maternage le « privilège » des mères. Fût-ce au nom de l'évolution des mœurs et de la libération des femmes.

MARIE-JOSE BERNARDOT

(1) M.c.p. 41, rue Pétion, 75011 Paris.

(2) Ces mesures (abandon de l'attribution systématique de la garde de l'enfant à la mère, recours accru à la garde alternée et généralisation de la responsabilité parentale) ont été proposées par le P.s. et adoptées lors de la Convention nationale du 15 janvier 1978 sur les droits des femmes.

L'INTERNATIONALE DES ORCHESTRES



CHAQUE année, le public parisien — et, hélas ! en France seulement lui — a l'occasion d'entendre de prestigieux orchestres venus du monde entier. La saison 1977-1978 n'a pas échappé à cette heureuse règle.

L'Orchestre philharmonique de Berlin, invité en juin 1977, revient un an après, avec à sa tête Herbert von Karajan, son directeur artistique. Superbe entreprise, fabuleuse machinerie où ne manque pas un bouton de guêtre et qui, néanmoins, en juin 1977, nous a déçus dans la « Sixième Symphonie » de Gustav Mahler. A la place du tragique morbide et de la plainte bucolique de Mahler nous fut offerte une assurance sentimentale, soutenue il est vrai par l'extraordinaire musicalité des pupitres de Berlin. Vieille phalange qui verse de plus en plus dans la musique pure, à mesure que l'interprétation se modernise. N'est-ce pas là tout le problème de Karajan que connaissent bien les discophiles : Karajan joue tout, mais — en dépit de certaines exceptions heureuses (1) — il habite de moins en moins les œuvres qu'il choisit pour les habiller avec une séduction incomparable qui nous laisse quelque peu de marbre. Conception générale et musicale qui ne poursuit pas le sens propre et comme exclusif d'une œuvre.

Fondé en 1842, l'Orchestre philharmonique de Vienne, que Mahler précisément dirigea et qui se produit chaque été au Festival de Salzbourg, nous proposa en février dernier, sous la baguette de Leonard Bernstein, un programme Beethoven. Bernstein est une star, à lui seul un spectacle qui au charme joint l'humour : pour notre plus grand plaisir, il rendit la finesse brillante de la « Deuxième Symphonie » grâce à une mise au point exceptionnelle où la formation d'orchestre semblait se comporter comme un virtuose unique. Mais, dans la vaste « Héroïque », on cherchait en vain la construction et la vision. La perfection ne garantit pas la personnalité, et encore moins la vie. Pourtant, avec le même Philharmonique de Vienne, c'était en 1976, l'Italien Claudio Abbado avait revitalisé « Mort et transfiguration », dont on ne saurait dire que c'est là le chef-d'œuvre de Richard Strauss.

Abbado est jeune, il fréquente la musique de notre temps, il n'a pas derrière lui le passé de Karajan, et son lyrisme à la Toscanini n'ignore rien de l'abstraction contemporaine. Tout dépendrait-il du chef, à moins que ce ne soit de l'orchestre, cheville ouvrière ?

La meilleure réponse à cette question nous aurait-elle été fournie par le même Abbado à la tête, en mai 1978, du London Symphony Orchestra? Le L.s.o., fondé en 1904, est le plus vénérable ensemble britannique. Mais, en règle générale, les orchestres anglais semblent plus neufs, plus modernes, tout en faisant preuve d'une exceptionnelle musicalité, tout comme les Allemands ou les Autrichiens. Le B.b.c. Symphony Orchestra a été créé en 1930 et le New Philharmonia au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (sur le point d'arriver à Paris, hélas ! il se ravisa à la dernière heure, le 3 avril dernier, pour des raisons demeurées obscures).

Un supplément d'âme

Avec le B.b.c. Symphony Orchestra — qu'il présida jusqu'en août 1975 —, Boulez clôturait le « Passage du XXe siècle » de l'Ircam avec Claude Debussy, Charles Ives, Alban Berg (2) et Arnold Schœnberg. Le 23 mai dernier, il retrouvait le même B.b.c. pour nous offrir une superbe et mémorable version intégrale de « l'Oiseau de feu », d'Igor Stravinsky. Nous avons pu le vérifier de nouveau, Boulez travaille la forme et le timbre ; par-là, il retrouve et impose un sens. Ce qui a été fait avec les Anglais aurait-il pu l'être avec les Allemands et les Autrichiens ?

Reste le cas du Concertgebouw d'Amsterdam qui fut également parisien pour quelques soirées. Créé en 1888, le Concertgebouw se caractérise par la stabilité de ses chefs. Un demi-siècle durant, le légendaire Willem Mengelberg présida à ses destinées, réhabilitant Bruckner et Mahler pour ne pas citer Brahms, créant Richard Strauss et Béla Bartok. Aujourd'hui, le successeur de Mengelberg s'appelle Bernard Haitink, familier des mélomanes français. Le Concertgebouw n'avait pas été entendu à Paris depuis 1956 — le temps d'une nouvelle génération d'auditeurs. Se produisant justement avec Haitink en mai 1978, comme Bernstein et la Philharmonique de Vienne, Karajan et la Philharmonique de Berlin, il nous a laissé sur notre faim.

Au total, les Anglais semblent bien les premiers, quoique certains outsiders internationaux ne se soient pas produits dans le même temps à Paris (Américains notamment, voire Soviétiques ou Tchèques, sinon Polonais, Suédois, voire Italiens). Plus audacieux dans leurs programmations, les Anglais tiennent mieux compte des aspirations actuelles. Vienne, Berlin, Amsterdam, grands gardiens de la flamme et de la tradition, sont incomparables de technique et de sonorité, mais ils paraissent plus tournés vers la conservation et la permanence, là où nous attendrions que leur virtuosité s'offre un supplément de curiosité, supplément d'âme sans lequel la musique ne répondrait pas suffisamment à l'exigence de notre civilisation en crise.

CLAUDE GLAYMAN

(1) Cf., par exemple, l'étonnant « Sacre du printemps » qu'il vient de signer (Deutsche Grammophon 2 530 884).

(2) Les « Altenberg lieder » étaient chantés par la soprano Phyllis Bryn-Julson, avec Harold Lester au piano.

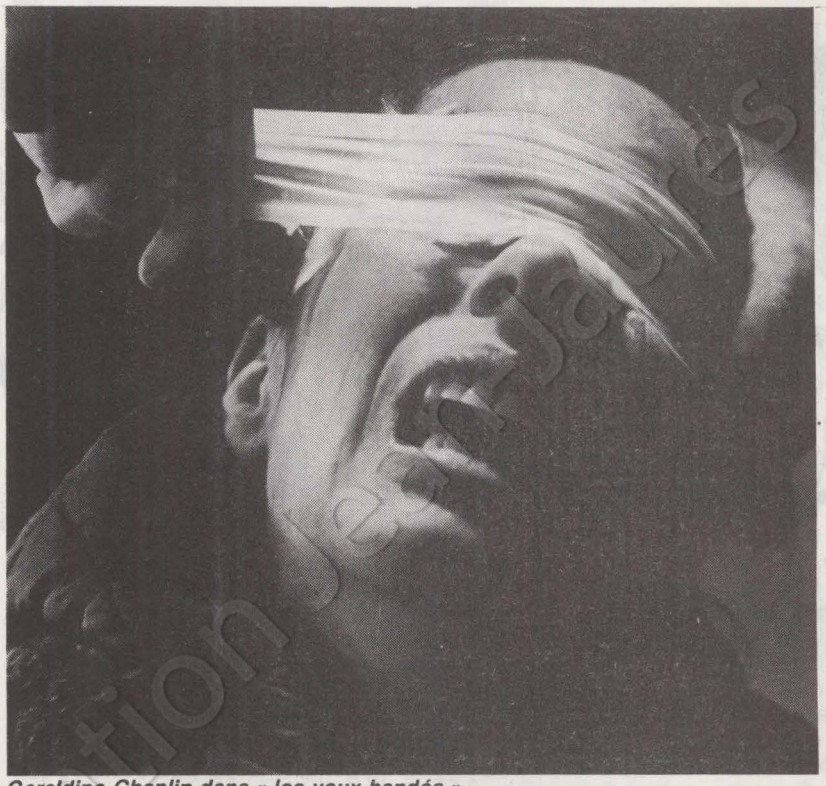
UN REGARD LUCIDE SUR L'ESPAGNE

Le cinéma espagnol rouvre douloureusement les yeux après quarante ans de dictature : « les Yeux bandés » dernier film de Carlos Saura en témoigne

Quand Geraldine Chaplin se regarde dans la glace, s'observe même, ce qu'on voit d'abord, c'est — en bas à droite, collé au verre — l'autocollant de protestation pour la troupe catalane « Els Joglars », masque blanc et gourdin rouge barrant la bouche. Ainsi, pour la première fois, Carlos Saura arrive dans « les Yeux bandés » à contenir ces longs plans contemplatifs de sa femme, ressentis souvent jusque-là, jusqu'à ce film, comme inutilement admiratifs. Acteurs et personnages — réalité et fiction — s'interrogent devant de multiples miroirs, réels ou imaginaires. Les acteurs répètent une pièce sur la torture. Le metteur en scène reçoit des lettres anonymes de menace. Les personnages racontent la torture, vécue, subie.

Comme chaque année, le Festival de Cannes nous a donc ramené un nouveau film de Saura. Depuis « la Caza » (la Chasse, 1965), qu'il considère d'ailleurs lui-même comme son véritable premier film, celui où il commence l'étude socio-politique et psychanalytique de la bourgeoisie espagnole, Carlos Saura n'a cessé d'analyser une société cruellement marquée par la guerre civile. « Peppermint frappé » et « Ana et les loups », par exemple, illustraient parfaitement cette démarche de type allégorique, correspondant aux préoccupations de la nouvelle Espagne à venir : sexe, guerre et religion. Aujourd'hui, le cinéma espagnol rouvre douloureusement les yeux. Impossible, en effet, de dissocier la situation politique espagnole de celle de son cinéma qui, aujourd'hui, à l'image de toute la société, tend à son affranchissement. Ses jeunes réalisateurs qui commencent à tourner aujourd'hui n'ont pas connu la guerre civile. Souvent leur enfance, en revanche, a été baignée par les années les plus noires de la répression franquiste.

« La Caza » était déjà un film sur la guerre civile, typique de l'univers de Saura parce que partant d'un conflit mineur entre personnages pour s'élever progressivement à l'essentiel. « J'ai simplement montré la brutalité de la chasse, les rapports entre les chasseurs, l'influence de la chaleur », déclarait-il alors dans une interview à la cinémathèque de Perpignan.



Geraldine Chaplin dans « les yeux bandés ».



« La caza ».

« La guerre espagnole a eu une influence décisive non seulement sur ceux qui, comme nous, l'ont vécue — encore que nous étions des enfants : moi, j'avais quatre ans quand la guerre a commencé —, mais aussi sur les générations postérieures, sur les gens qui sont nés après la guerre et qui, bien qu'ils ne l'aient pas vécue directement, ont vécu ses conséquences. Conséquences de tout un système politique, de tout un système répressif d'éducation, mais aussi de conflits personnels, de pertes familiales (de ceux qui ont été fusillés, sont morts à la guerre ou ont été envoyés en exil). Il n'y a pas de doute que la guerre civile a pesé jusque sur les générations actuelles et qu'elle pèse encore maintenant sur son comportement et sur son style de vie. »

Avec « la Prima Angelica », par exemple, Saura prolonge — et amplifie même — sous une forme enfin plus directe son propos, en donnant pour la première fois à voir des images de « la » guerre telles qu'un enfant peut les subir et se les représenter.

Il y a une réelle et flagrante évolution dans toute l'œuvre de Saura. Et aujourd'hui il nous présente sans doute son film le plus politique, nous pose des questions vitales. « Los Ojos vendados » n'est pas uniquement un film sur la torture ou le terrorisme des bandes fascistes, en Espagne ou en Argentine. Ses thèmes sont politiques, basés sur la violence actuelle, mais le monde poétique de Saura reste le même. Tortures et vio-



« Cria Cuervos ».



lences fournissent une trame, un contexte dans lesquels se débattent des personnages à la recherche de leur propre identité. Identités difficiles, identités confisquées par nos sociétés répressives. Aucun fantasme — univers habituel d'un Bunuel ou d'un Saura — n'est jamais complètement asocial, et ce nouveau film de Carlos Saura est d'abord, et toujours, un film de recherche sur l'art et la liberté face à une société schizophrène. « Les Yeux bandés » sont dédiés à son fils, victime de l'attaque des fascistes, d'où sans doute le titre de ce film politique, adressé à ceux qui refusent de voir des autres dans leurs différences. Cette œuvre est un cri de douleur, un témoignage, la révolte d'un individualiste démocrate et tolérant contre l'intolérance. Quand une femme — quasiment masquée — témoigne sur les tortures subies devant une sorte de tribunal Russell, ses lunettes glacées et réfléchissantes ne nous renvoient que l'image du micro enregistrant : miroir de nous-mêmes et pour nous-mêmes. Le langage de Saura est bien structuré, admirablement monté.

« Les Yeux bandés » sont un film libre et responsable. Encore pourra-t-on s'étonner de sa sortie tardive, avec un mois de retard sur Cannes et à la veille des vacances. On ne pourrait mieux faire si l'on voulait tuer un film. Des images de torture auraient-elles gêné sur nos Champs-Elysées pendant le déroulement de la coupe du monde de football ? Saura lui-même gênerait-il ?

GILBERT SANS

UNE TRAGEDIE OPTIMISTE

Durant douze ans les caméras de la télévision japonaise ont suivi le combat de Takashi, né sans bras, pour devenir un petit garçon comme les autres. Combien serons-nous à suivre cet acte de foi dans la vie ?

Quoi de plus scandaleux, de plus insoutenable que l'infirmité d'un enfant ? Comment en supporter la vue quand la seule idée nous révolte ? Rares seront sans doute les téléspectateurs qui, le mardi 4 juillet, regarderont l'émission « Demain, à ta portée » (T.f. 1, 21 h 30). Elle s'adresse pourtant à chacun de nous et, loin d'inciter au désespoir, donne confiance et foi dans la vie. D'ailleurs, son héros porte le nom de Takashi, qui signifie en japonais : « La vie est précieuse » ; fière devise derrière laquelle toute une famille se bat contre le destin et transforme le drame initial en tragédie optimiste.

A sa naissance, en 1962, Takashi n'avait pas de bras. Comme un millier de ses compatriotes, victimes de la Thalidomide, il appartenait à la catégorie des « bébés-phoques » (ainsi désigne-t-on ceux dont les épaules se prolongent par des embryons palmés). Les spécialistes consultés se reconnurent impuissants. Une sommité finlandaise, appelée à la rescousse, parvint à dégager deux minuscules moignons terminés par trois doigts. Et l'apprentissage commença.

Durant une douzaine d'années, les caméras de la télévision japonaise vont suivre le combat de Takashi pour devenir un petit garçon comme les autres. A la dure, soutenu par l'inlassable patience de ses parents, il apprend à se servir de ses rudiments de membre et à tirer le meilleur parti de ses pieds, de ses orteils, de son intelligence. Au début, il ne comprend pas le sens de cette lutte. Il se débat, prisonnier d'un supplice de Tantale, en butte à des frustrations permanentes. Incapable de saisir, toucher, caresser le monde qui l'environne, il se jette dessus, tête baissée, ou sanglote, pelotonné sur lui-même.

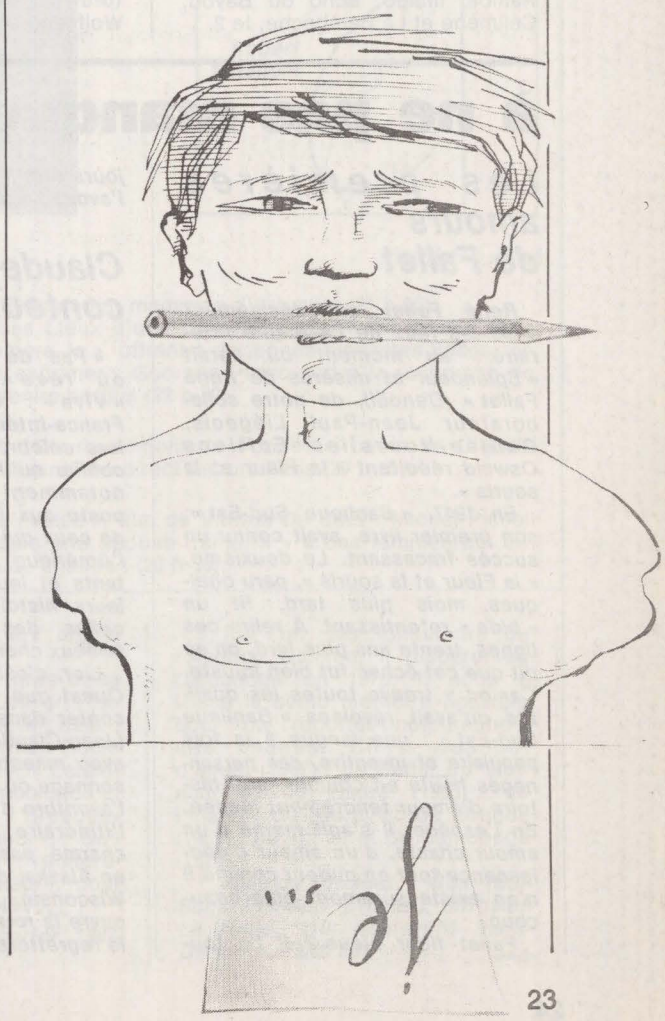
A deux ans, il subit une nouvelle opération qui le dote de poignets, greffés à partir d'un os de côte. Les gens crient au miracle ; un miracle modeste qu'il s'agit à présent d'exploiter. Mais Takashi n'est plus le petit animal pris au piège du malheur. Conscient du formidable handicap qui l'accable, il relève le défi. Le voici bientôt qui affronte l'épreuve de l'école maternelle. Ses camarades le traitent de monstre, de Martien, ses professeurs l'entourent d'une protection abusive.

Il serre les dents. Il faut le voir s'acharner, durant de longues minutes, à vider son cartable, porter son plateau-repas, ou dessiner, couché sur sa feuille. Jamais il ne renonce, pas même aux jeux, aux courses, où il se classe inévitablement le dernier. Peu à peu, il force les autres à l'adopter comme un des leurs.

Dira-t-on que ce calvaire était inutile ? Que la place d'un infirme est dans un institut spécialisé ? Que l'exemple de Takashi risque de provoquer des illusions ? Il nous semble que l'intéressé aurait réponse à tout. Ce qui nous paraît absurde — comme ses vaines tentatives pour boutonner sa veste d'uniforme ou enfiler son short — s'inscrit dans la logique de l'entraînement. Ces formalités, ces brimades représentent le droit d'entrée en société. Reprochera-t-on à l'enfant de vouloir s'intégrer coûte que coûte ? L'accusera-t-on de conformisme ? Ce serait renverser les rôles.

Conformistes, c'est nous qui le sommes, nous qui ne tolérons pas que notre prochain s'écarte du modèle imposé. Regardez-le, ce petit garçon qui vous sourit sur l'écran. Sommes-nous à sa hauteur ?

GABRIELLE ROLIN



au risque de vous plaire



**** Festival de la Côte languedocienne (du 6 au 11 juillet).***

Berlioz, Sauguet et Beethoven par l'Orchestre du Capitole de Toulouse, sous la direction de Michel Plasson, le 6.

**** Festival de Spolète, Italie (jusqu'au 20 juillet).***

« Virgilio, l'exil et la nuit sont bleus », la nouvelle création du Théâtre du Chêne noir d'Avignon, du 3 au 7.

**** Festival de Marthon, Charente (du 1er au 15 juillet).***

Christine Authier et Yves Dutheil, le 1er. « Yerma », de Federico Garcia Lorca, le 2. « Alice au pays des merveilles », par les Tréteaux limousins, le 4. Renaud et Ricet Barrier, le 5.

**** Festival de Saint-Georges-sur-la-Prée, Cher (les 30 juin, 1er et 2 juillet).***

La Ribote, Bayou Sauvage, Pan-Râ, Claque Galoche, Louisiane Jazz Band et Mélusine, le 30 juin. Kolinda, Mona Lisa, Gwendal et Christy Moore, le 1er juillet. Una Ramos, Imago, Echo du Bayou, Célimène et La Bamboche, le 2.

**** Festival d'Anjou (jusqu'au 13 juillet).***

Journée des solistes, le 2. Sonates de Beethoven, le 4. « Rodogune », de Corneille, les 1er et 3. « François Rabelais », par le Théâtre des Pays de Loire, le 5.

**** Festival de la Côte d'Opale (du 30 juin au 15 août).***

Marie-Paule Belle à Boulogne, le 30 juin. Guy Bedos à Berck, le 1er juillet. Jazz New Orleans à Calais, le 2. Cinéma britannique à Boulogne, du 4 au 11.

**** Festival du Marais (jusqu'au 13 juillet).***

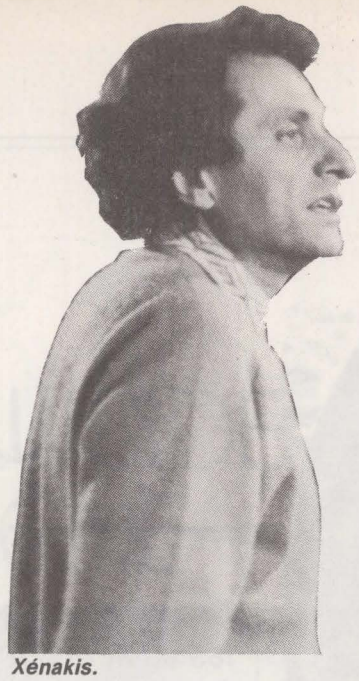
« Poubelle Girl », par Florence Giorgetti, à la Cour de l'Hôtel de Beauvais, du 5 au 13. « Phèdre », de Racine, à l'Hôtel d'Aumont, jusqu'au 13. « Baroufe à Chioggia », de Goldoni, à l'Hôtel de Marle, jusqu'au 8.

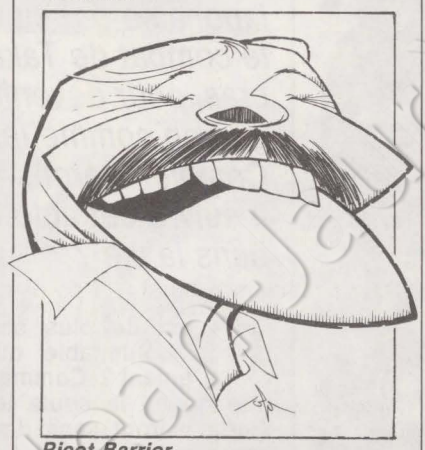
**** Festival de l'Ile-de-France (jusqu'au 9 juillet).***

Ensemble instrumental P. Merle Portales au château d'Ecouen, le 1er.

Château de Courances (91).

Ensemble Instrumental Cyril Diederich, œuvres de Giovanni Gabrielli, Claudio Monteverdi, Jean-Baptiste Lulli, Michel Delalande le 2 juillet 16 h 30, 17 h 30, 18 h 30, 20 h 30, 21 h 30 dans divers lieux du Château / Parc de Saint-Vrain (91), Orchestre de l'Ile de France direction Daniel Martin (œuvres de Jean-Philippe Rameau, Wolfgang Amadeus Mozart, Jacques Charpentier, Jean-Sébastien Bach, Albert Roussel, Samuel Barber, Franz Schubert, Henry Purcell, Tomas Albinoni, Giacchomo Rossini, Antonio Vivaldi, Giovanni Gabrielli, Arthur Honneger, Félix Mendelssohn le 8 juillet à 16 h 30, 17 h 30, 18 h 30, 20 h 30, 21 h 30 selon les lieux du Parc / Abbaye de Royaumont (95) Antiqua Musica direction Jean Roussel œuvres de Jean-Sébastien Bach, Wolfgang Amadeus Mozart, François Couperin, Antonio Vivaldi, Georges Philippe Telemann) le 9 juillet à 16 h 30, 17 h 30, 18 h 30, 20 h 30, 21 h 30 selon les lieux de l'Abbaye. (Extérieurs concerts gratuits).


Xénakis.


Ricet Barrier.


Hermann Prey.


Yves Dutheil.

**** Festival de Lyon (jusqu'au 8 juillet).***

« Le Comte Ory », de Rossini, à Fourvière, du 3 au 7. Le Ballet de Lyon à l'Auditorium Maurice-Ravel, le 4. Lionel Hampton Big Band, à Fourvière, le 6.

**** Fêtes musicales en Touraine, à la Grange de Meslay (jusqu'au 2 juillet).***

L'Ensemble instrumental de France, le 30 juin. L'Orchestre Mozarteum de Salzbourg, les 1er et 2 juillet.

**** Festival d'Arles (jusqu'au 3 août).***

Théâtre du Mistral, le 30 juin. Fête du costume, le 2 juillet. Mozarteum et Oleg Kogan, le 4. L'Orchestre de chambre de Heidelberg, le 5.

**** Festival de jazz de Nice (du 6 au 16 juillet).***

Avec Hampton Big Band, Dizzy Gillespie Quartet, Stéphane Grappelli Trio, Count Basie Orchestra, Bill Evans Trio, Clifton Chenier Sextet, etc.

**** Festival de Carcassonne (du 3 au 24 juillet).***

« Grand-Peur et misère du IIIe Reich », de Bertolt Brecht, les 3 et 4. « Le Droit à la paresse », d'André Benedetto, le 6.

**** Festival de Bellac (jusqu'au 2 juillet).***

« Electre », de Jean Giraudoux. Renseignements au (55) 68-12-79.

**** Festival de Saintes (du 1er au 16 juillet).***

« Ubu roi », d'Alfred Jarry, monté par Peter Brook, du 5 au 8.

**** Fêtes musicales de Tours (jusqu'au 2 juillet).***

Un week-end Mozart avec Sviatoslav Richter, Oleg Kogan, Karl Richter et Hermann Prey.

**** Festival de Langeais (jusqu'au 2 juillet).***

L'ensemble instrumental Andrée Colson. Renseignements au (47) 55-80-59.

**** Festival de Sully-sur-Loire (du 2 au 22 juillet).***

Le Quatuor Amadeus, le 2. Renseignements au (38) 01-12-21.

**** Festival de Divonne (jusqu'au 7 juillet).***

Récital Hermann Prey, les 3 et 5. Renseignements au (50) 50-06-63.

**** Rencontres d'Art contemporain de La Rochelle (jusqu'au 10 juillet).***

Boulez, Schoenberg, Stockhausen et Xénakis en musique. Carolyn Carlson pour la danse. Le Grand Magic Circus et les Athévains pour le théâtre. Renseignements au (46) 41-03-35.

**** Rencontres estivales de Gourdon-en-Quercy (du 6 juillet au 22 août).***

Le Théâtre-Ballet de Toulouse, l'orchestre de chambre Andrée Colson et le Workshop de Lyon.

**** Festival de La Voulte (du 1er au 9 juillet).***

Avec Teca et Ricardo, Orchidée, la Chiffonnie et Imago.

à ne pas manquer

Les premières amours de Fallet

René Fallet est décidément sous les feux de l'actualité littéraire : au moment où paraît « Splendeur et misères de René Fallet » (Denoël), de notre collaborateur Jean-Paul Liégeois, Galilée-Nouvelles Editions Oswald rééditent « la Fleur et la souris ».

En 1947, « Banlieue Sud-Est », son premier livre, avait connu un succès fracassant. Le deuxième, « la Fleur et la souris », paru quelques mois plus tard, fit un « bide » retentissant. A relire ces lignes, trente ans plus tard, on se dit que cet échec fut bien injuste. Car on y trouve toutes les qualités qu'avait révélées « Banlieue Sud-Est » : une langue à la fois populaire et inventive, des personnages hauts en couleur, une histoire d'amour tendrement menée. En l'espèce, il s'agit même d'un amour chaste, d'un amour d'adolescence tout en pudeur comme il n'en existe sûrement plus beaucoup.

Fallet fleur bleue ? Il l'a toujours été. Mais, en ce temps-là, il l'avouait à longueur de pages...

Claude Villers, conteur

« Pas de panique », « Marche ou rêve » et, maintenant, « Viva » : ces émissions de France-Inter ont rendu Claude Villers célèbre. Mais elles ont fait oublier qu'il avait été journaliste, notamment correspondant en poste aux Etats-Unis. Il est l'un de ceux qui connaissent le mieux l'Amérique du Nord, ses habitants et leur Histoire. Ou plutôt leurs histoires. Et, parmi elles, celles des prospecteurs, des fameux chercheurs d'or.

L'or, c'est l'Ouest. Et c'est cet Ouest que Villers a entrepris de conter dans « la Route de l'or » (Jean-Claude Simoën). Il le fait avec maestria, partant d'un personnage ou d'une ville, partant de l'aventure d'une prostituée ou de l'itinéraire d'un banquier. Le charme passe. On s'y croirait : en Alaska, dans le Colorado ou le Wisconsin, au siècle dernier. Il ouvre la route. Suivez-la. Vous ne le regretterez pas.

spectacles

Où sont-ils en juillet ?

* **Imago :** à Nozay le 1er, Vierzon le 2, Calais le 12 et L'Isle-sur-Sorgues le 15.

* **Michel Ripoche :** à Paris, à la Mûrisserie de Bananes (15, rue des Halles, 1er), jusqu'au 7.

* **François Béranger :** à Montherme le 8.

* **Djamel Allam :** à Fabregas le 1er.

* **Gilles Servat :** à Sainte-Suzanne le 1er, Guéméné le 8, Géraudot le 16, Saint-Servan le 20, Groix le 22 et Port-Louis le 23.

* **Yvan Labejof :** dans son one-man show, « l'Avis d'un émigré », à Paris, à la Cour des Miracles (23, avenue du Maine, 15e), jusqu'au 23.

* **Patrick Font et Philippe Val :** à Paris, au Théâtre de Dix Heures (36, boulevard de Clichy, 19e), jusqu'au 5 août.

* **Alain Souchon :** à Villefranche-sur-Saône le 1er, Pont-du-Château le 2, Coulommiers le 7, Lucay-la-Male le 9, Billy-Montigny le 14, Doué-la-Fontaine le 15, Divonne-les-Bains le 22 et Evian le 27.

* **Yvan Dautin :** à Grospierres le 7.

* **Michel Ypar :** à Saint-Denis le 14, Argentat le 16, La Roche-Posay le 21, Saint-Jacques-d'Ambur le 23 et La Queville-Gare le 30.

* **Serge Kerval :** à Saint-Jean de Maurienne le 15.

(**Mama Béa Tékielski :** à Hénin-Beaumont le 20.

* **Juliette Gréco :** à Lille le 23.

* **René Weerner et « l'Habit de plumes » :** à Paris, au Palais des Arts, jusqu'au 14 juillet.

* **Foxy :** à Paris, au Golf Drouot (2, rue Drouot, 9e) le 1er.

* **Chris et Laure :** à Paris, au Café d'Edgar (58, boulevard Edgar-Quinet, 14e), jusqu'au 1er août.

* **Marianne Sergent :** à Paris, à la Cour des Miracles, à partir du 24 juillet.

* **Jacques Bertin :** à Vienne le 6.

* **David et Dominique :** à Saint-Rémy-de-Provence le 17, à Saint-Flour les 24 et 25.

* **Confluence :** à Bresse-sur-Grosne les 9 et 10, à Nîmes le 11.

* **Workshop de Lyon :** à Saint-Rémy-de-Provence le 25.

* **Catherine Ribeiro :** à Selgues (Tarn-et-Garonne) le 6.

* **Colette Magny, Pinok et Matho et Mama Béa Tékielski :** à Selgues (Tarn-et-Garonne) le 22.

télévision

vendredi 30 juin

T.f. 1

« Quand le vent vient de l'ouest, on n'entend pas les coups de feu » : pièce policière franco-allemande, dont l'intrigue se joue sur une scène de tournage (20 h 30).

« Adagio Hammerklavier », de Beethoven, interprété par six danseurs (21 h 35).

Actualités allemandes, histoire de comparer (22 h 50).

A. 2

Y a-t-il une nouvelle science-fiction ? Bernard Pivot interroge six spécialistes (21 h 35).

« Touche pas la femme blanche », film de Marco Ferreri, avec Michel Piccoli, Marcello Mastroianni, Catherine Deneuve, Philippe Noiret... Un western pas comme les autres (22 h 50).

F.r. 3

L'Afrique entre la faucille et le marteau. Une enquête politique de Christine Ockrent, qui a interrogé Zbigniew Brzezinski, pour les Etats-Unis, et David Owen, pour l'Angleterre, au sujet du partage des zones d'influence en Afrique (20 h 30).

L'empire du surnaturel : le pouvoir à l'état mystique, tel qu'il s'exerce au Tibet (21 h 30).

samedi 1er juillet

A. 2

« Pas d'orchidées pour Miss Blandish » : le fameux roman de Chase, adapté par Frédéric Dard. Un spectacle de la Compagnie Robert Hossein (20 h 30).



Michel Piccoli et Joanna Shimkus dans « l'Invitée ».

dimanche 2 juillet

T.f. 1

« Opération San Gennaro », film de Dino Risi : un couple de gangsters américains s'allie à des Napolitains pour dérober un trésor (20 h 30).

Leçon de musique : naissance d'un orchestre (22 h 15).

A. 2

Spécial Zig-zag : les dernières années de Cézanne. Un merveilleux voyage à travers des toiles de maître (21 h 35).

F.r. 3

Jack Lang, homme en question : l'ex-créateur du festival de Nancy et directeur de Chaillot, un balladin engagé (à gauche) répond à ses critiques (21 h 35).

« Prix de beauté » : Louise Brooks, une des premières stars, en midinette saisie par la gloire (22 h 35).

lundi 3 juillet

T.f. 1

L'Etna, toutes flammes dehors, présenté par Haroun Tazieff (18 h 15).

« Un si doux visage » : le pauvre Robert Mitchum victime d'une diablesse aux yeux d'ange (20 h 30).

Gilbert Trigano, empereur du Club Méditerranée, répond à Jean-Louis Servan-Schreiber (22 h).

A. 2

Journée britannique (informations comprises) : « Spécial Londres », découverte du fantaisiste Dave Allen et émission de variétés, « The good old days », plus allègre que les nôtres (15 h 55, 20 h et 20 h 30).

Lire, c'est vivre : Pierre Dumayet interroge des « pays » de Mme Bovary (22 h 10).

mardi 4 juillet

T.f. 1

« Demain, à ta portée » : la longue marche d'un petit héros japonais (21 h 30). Voir notre article en page 23.

A. 2

« Carambolage » : film américain sur un accident spectaculaire, en guise d'introduction à un débat sur les dangers de la route (20 h 45).

F.r. 3

« Lady Detective entre en scène » : Agatha Christie permet à une vieille demoiselle de river leur clou aux policiers (20 h 30).

mercredi 5 juillet

T.f. 1

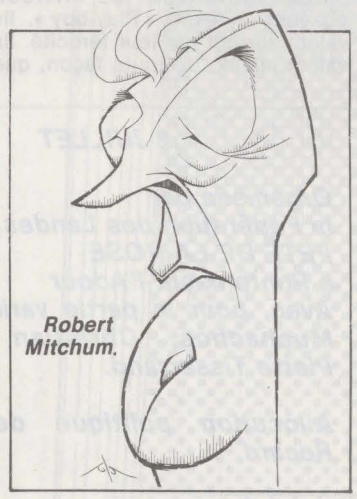
Médicale : le sein, organe tabou, démystifié par Igor Barrère et Etienne Lalou (22 h).

A. 2

Question de temps : le département de l'Aisne (21 h 30).

F.r. 3

« Les Nus et les morts », film de guerre de Raoul Walsh : la contestation chez les « marines » (20 h 30).



Robert Mitchum.

jeudi 6 juillet

T.f. 1

L'Evénement, magazine d'actualité (21 h 25).

« Les Lieux d'une fugue », premier film d'une série « Caméra Je », offrant à de jeunes cinéastes l'occasion de s'exprimer : Georges Perec part à la recherche de souvenirs perdus (22 h 30).

A. 2

« Le Couronnement de Poppée », opéra de Claudio Monteverdi, en direct depuis Paris (20 h 30).

F.r. 3

« L'Invitée », film de Vittoria De Seta : Michel Piccoli console une épouse trahie. Il y a des femmes qui ont trop de chance ! (20 h 30).

livres

Albums

* ***Christian Louis : Les cornes noires (Editions Génération).***

La corrida vue à travers les yeux d'un jeune torero, dans la petite arène d'une petite ville... Le vernis tombe. Le sang coule. La mort arrive.

* ***Romain : Prisonnière de l'Armée rouge (Les Humanoïdes associés).***

Un ancien « mao » qui a quitté le militantisme pour la bande dessiné : Romain. Il raconte ici, en textes et en images, l'histoire vraie de Fujiko, étudiante en médecine de l'Université de Tokyo, capturée par un commando des « Femmes de l'Armée rouge » et torturée...

* ***Michael Grey : L'art précolombien (Le Chêne).***

Le dernier paru des titres de la nouvelle collection « Les arts de l'imaginaire ». On y trouvait déjà : « Alma-Tadema », « Norman Rockwell », « William Blake », « Estampes japonaises », « Symbolistes et décadents », « Goya », « Bruegel » et « Masques africains ». Des ouvrages « d'initiation », entièrement illustrés en couleurs, pour une somme modique (45 F).

* ***Gilles Caron : Reporter, 1967-1970 (Le Chêne).***

Il fut l'un des fondateurs de l'Agence Gamma, il disparut au Cambodge en 1970. Il nous a laissé la seule mémoire possible pour un reporter-photographe : ses images. Elles viennent d'Israël (1967) ; de Paris, du Vietnam et du Biafra (1968) ; de l'Irlande du Nord et de Prague (1969) ; du Tchad et du Cambodge (1970).

* ***Philippe Druillet : Gaïl (Editions Philippe Druillet, diffusion La Hune, 170, boulevard Saint-Germain, Paris 6e).*** →

La science fiction en « b.d. » Avec ses galaxies, ses guerres interplanétaires et ses spectacles apocalyptiques.

**** Wolinski : Je ne veux pas mourir idiot (Denoël).***

Un livre composé de dessins parus en 1968 dans « Hara-kiri », « Action » et « L'enragé ». Wolinski avait alors l'humour un peu moins stalinien qu'aujourd'hui...

**** Chantal Montellier : 1996. Préface de Jean-Claude Forest (Les Humanoïdes associés).***

Comme beaucoup, Montellier craint de voir peu à peu l'humanité placée sur ordinateur et sous caméra. Elle a mis sa peur en « b.d. ».

**** Cahier de l'art mineur n° 13 : Victor Hugo.***

**** Cahier de l'art mineur n° 14/15 : Grandville.***

Les dessins de Victor Hugo et quelques-uns des secrets de Grandville. Pour les amateurs d'imagerie, ces albums sont disponibles auprès de l'association Limage, B.p. 205, 75221 Paris Cedex 05.

**** Charles Gibbs Smith : Les inventions de Léonard de Vinci (Le Chêne).***

Avec cinq siècles d'avance sur la science, Vinci imagina le scaphandre, la grue mobile, la boîte de vitesses, la turbine hydraulique, l'hélicoptère, le char d'assaut blindé, le missile balistique, etc.

**** Gahan Wilson : La revanche (Filipacchi-Denoël).***

Les monstres de Wilson égayent la revue « Play-boy ». Ils valent surtout par leur férocité. Ils valent mieux, de toute façon, que



Dessins de Chantal Montellier.

les grivoiseries de Kiraz qui sévit aussi dans « Play-boy » et qui figure dans la même collection que Wilson avec « Sonate à quatre mains ».



Musiques sacrées

*** Chant grégorien : « Messe de l'Aurore-Baptême du Christ ». Chœur des moines de l'abbaye Saint-Pierre de Solesmes. Dom Jean Claire. Un disque l.p.g. 7560.**

Et voici le grégorien remis à l'honneur par Paul VI. La Messe de l'aurore, rare, éclate — si l'on peut dire — dans sa sérénité. L'austérité n'est en rien synonyme d'ennui.

*** Lejeune - Faure - Debussy - Ravel - Poulenc - Messiaen - Sviridov : Chœur de Chambre de Moscou, direction Vladimir Minine. Un disque Chant du monde Ldx 78656.**

Les « Trois Chansons de Charles d'Orléans » et les « Trois Chansons » sont les seuls chœurs a cappella de Debussy et de Ravel ; nous en entendons ici des extraits, peut-être un peu maniérés. Splendide Fauré et vertigineux Messiaen ! Quant à Sviridov, on voit ce qu'il en coûte de n'accorder aucune concession aux techniques avancées (le commentaire dixit). Le beau, malgré tout, n'est pas conservateur.

• Giovani Pierlugi da Palestrina : « Impropères du Vendredi saint + 4 motets ». Chœur Concinite de Louvain, direction Karel Aerts. Un disque Arion, A.r.n. 38423.

Musicien de la Renaissance, Palestrina (1525-1594), s'il poursuit les conquêtes de ses prédécesseurs flamands, n'en est pas moins le musicien de la Contre-Réforme (il s'aligna sur les oukases du Concile de Trente). Cet orthodoxe n'en a pas moins produit une musique dont seul nous capte aujourd'hui le sacré.

*** Marc-Antoine Charpentier : « Leçons de ténèbres ». Judith Nelson (soprano), Anne Verkinderen (soprano), René Jacobs (haute-contre), William Christie (clavecin et orgue), Wieland Kuijken (basse de viole), Konrad Junghanel (téorbe). Un coffret de trois disques Harmonia Mundi, H.m.1005/6/7.**

Les « Leçons de ténèbres » constituent un genre autonome. Le texte qui les inspire est tiré des « Lamentations », un des livres de l'Ancien Testament, traditionnellement attribué au prophète Jérémie et que la liturgie catholique romaine utilise depuis le VIIIe siècle. Ajoutons que ces « Leçons » furent très populaires vers la fin du XVIIe siècle, mais que seules celles de François Couperin le sont de nos jours auprès des mélomanes.

*** Henry Purcell : « O Solitude. Chants et Anthens ». Deller Consort. Un disque Harmonia Mundi, H.m. 247.**

Infaillible dans la beauté, Purcell ne contient que peu de déchets. Constitué d'œuvres religieuses, ce disque en témoigne. Admirable à tous égards, il montre le renouveau de la musique anglaise sous l'influence du roi Charles II, lassé des polyphonies (admirables également) de Byrd et de Thallis.

*** Jean Langlais joue Jean Langlais aux grandes orgues de Sainte-Clotilde. Disques du Solstice, Sol I.**

Une douzaine de titres constituent une bonne rétrospective de ce compositeur français pour orgue. Doux et élégiaque dans les plus anciens, il se fait plus agressif à mesure que passe le temps. D'une religiosité, semble-t-il, très intégriste, Langlais doit être mis en face de Messiaen, son condisciple d'hier et aujourd'hui géant fertile de la musique.

2 JUILLET

Organisée par
la Fédération des Landes
FETE DE LA ROSE
à Pontonx-sur-l'Adour
Avec, pour la partie variétés, Los Muchachos, Christian Ray et Pierre Tisserrand.

Allocution politique de Michel Rocard

LE 8 et 9 JUILLET

Organisée par la Fédération de la Corrèze
FETE DU P.S.
à Chamboulive
Variétés avec Jean-Michel Caradec

Allocution politique de Jean-Pierre Cot

Petites annonces

Mairie de Bourg-en-Bresse (Ain) 45 000 habitants, chef-lieu de département — région agréable, à 50 Km de Lyon — collèges, lycées classiques et techniques, recrute pour direction service d'Urbanisme et d'Architecture, parmi les candidats **possédant le diplôme d'architecte D.p.l.g.** (références en matière d'urbanisme appréciées le cas échéant) :

— Soit un ingénieur subdivisionnaire (par voie de mutation ou inscription sur les listes d'aptitude du Centre de formation des personnels communaux) ;

— Soit un architecte en chef (par voie de mutation, de concours sur titres ou recrutement direct).

Prise de fonctions : septembre-octobre 1978.

Possibilité logement à titre onéreux. Ecrire avec références détaillées au maire avant le 31 juillet 1978.

Secrétaire général adjoint expérimenté (quatre années d'expérience dans une ville de plus de 50 000 habitants) recherche poste secrétaire général ou adjoint dans ville proche de Paris ou banlieue parisienne. Disponible juillet 1978. Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Ville de Villefranche (Rhône) recrute un directeur d'école municipale de musique agréé (2e degré), âge limite quarante ans. Envoyer candidature avec curriculum vitae et copie des diplômes à M. le Maire de Villefranche, service du personnel.

Association équipe dirigeante socialiste (ville moyenne Nord) recherche pour septembre un directeur Equipement socio-culturel important. Age 25-35 ans. Expérience animation et gestion confirmée.

Envoyer C.v. très détaillé, références, photo au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Médecin généraliste cherche commune souhaitant installation médecin. Région indifférente.

M. Chiellino, 8, rue Pr-J.-Renaut, 69008 Lyon. Tél : (78) 874-11-45.

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21. av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

De 20 à 24 FT.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande, tél. : (23) 82.01.97.

Entreprise Générale ABAM 92200 Neuilly

Agencement — Menuiserie
Rénovation — Peinture
Bureaux — Maçonnerie
Appartements — Rev. des sols
Magasins — Plomberie
Electricité

Bureau d'études : plans, maquettes

l'intégrale
745-03-34
11, rue Paul-Chatrousse

20 ans d'expérience et de renommée

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325



29F
TTC

400 000 familles interrogées. Plus de 40 Tables Rondes organisées dans 38 villes par les Caisses d'Epargne "Ecureuil". Une recherche sans précédent pour écouter la France profonde. Très souvent une France surprenante, neuve, originale, inattendue.

Editions Albin Michel



Encore une bonne farce aux infidèles. Nous, les templiers, on sait vivre. Et notre banyuls, le Templers, n'est pas fait pour les incroyants : c'est la fine fleur du banyuls, vieilli 2 ans au moins en fût de bois dans nos caves millénaires.

Quand on obtient une bouteille d'un pareil joyau, on a intérêt à se la tenir à deux mains.

Banyuls Templers.
L'héritage des bons vivants.

CREHALET FOUCOT ROBERT & PARTNERS